ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 161 - 21 septembre 1990 - prix : 8 F

PAS UN SOU, PAS UN SOLDAT POUR LA GUERRE DU GOLFE !

M 6189 - 1161 - 8,00 F

PAS UN SOU PAS UN SOLDAT

POUR LA GUERRE DU GOLFE !

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Le dispositif militaire déployé dans le Golfe par les puissances occidentales, déjà fort imposant, se renforce encore.

La France, pour sa part, se saisissant du prétexte de la violation des appartements de son ambassadeur en Irak, a envoyé 4 200 hommes supplémentaires, avec le matériel – avions, hélicoptères, chars – correspondant. Ce sont donc maintenant 13 000 soldats français et des tonnes d'engins de mort qui stationnent dans le Golfe, à 300 kilomètres de la frontière irakienne. C'est le plus important contingent mobilisé hors de nos frontières depuis la guerre d'Algérie, nous dit-on. Vietnam pour les Américains, Algérie pour la France, ces évocations ont une résonance plutôt inquiétante, même si on n'en est pas, pour l'instant, à l'affrontement armé, et que la puissante armada mise en place semble plus destinée à faire impression qu'à agir. Du moins pour l'instant.

Mais même si la guerre ouverte ne se déclenche pas, là-bas, à l'autre bout de la Méditerranée, au Moyen-Orient, nous risquons de la payer ici, et sans attendre.

La première chose à laquelle va servir l'envoi des troupes françaises va être de justifier l'augmentation du budget militaire, dont on nous promettait pourtant la réduction, il y a six mois !

Ce corps expéditionnaire va coûter cher à la population. Aux travailleurs essentiellement, car pour les capitalistes, les trusts pétroliers, les marchands de canons, et même les autres, il va être l'occasion de profits nouveaux, ou prétexte à subventions ou à dégrèvements d'impôts.

Mais le prix à payer n'en sera pas que pécuniaire. Car chaque fois que l'on donne du poids au corps des militaires, chaque fois que l'on renforce les moyens de l'état-major, on renforce en même temps le camp des réactionnaires et les menaces contre les libertés.

Le passé en a offert maints exemples et dans maints pays. Mais sans aller chercher bien loin, ni dans le temps, ni dans l'espace, ici, en France, il y a 35 ans, les socialistes au gouvernement, en accord avec la droite – tout comme aujourd'hui – avaient envoyé les soldats en Algérie, y compris le contingent.

C'était, nous disaient-ils pour y défendre la «civilisation» et la «légalité républicaine». On ne parlait pas, à l'époque de «droit international» car, alors des hommes politiques comme Mitterrand, qui n'était pas encore socialiste, mais ministre de l'Intérieur et déjà va-t-en guerre, prétendaient : «L'Algérie, c'est la France». On nous expliquait que les cinq cent mille hommes que l'on envoyait là-bas, pour une majorité des conscrits, dont certains ont fait jusqu'à quatre ans de service militaire, allaient combattre des «fanatiques», des «rebelles», des «terroristes».

Le résultat a été le terrorisme systématique et la torture à grande échelle pratiqués par l'armée française et au bout du compte le développement d'une situation où l'état-major, dans sa quasi-totalité, se sentant fort des pouvoirs et de l'autorité qu'on lui avait donnés, tant sur le plan légal et matériel que sur le plan moral, s'est cru tout permis. Au point, en 1961, de déclencher un putsch pour renverser De Gaulle, et tenter de mettre en place un pouvoir d'extrême-droite.

Tout cela pourrait bien se produire de nouveau, un jour, au nom d'une nouvelle croisade occidentale au Moyen-Orient, ou ailleurs.

Mais même avant qu'on en arrive là, si jamais on y arrivait, on aurait tort de croire que ce n'est qu'hypothèse d'avenir.

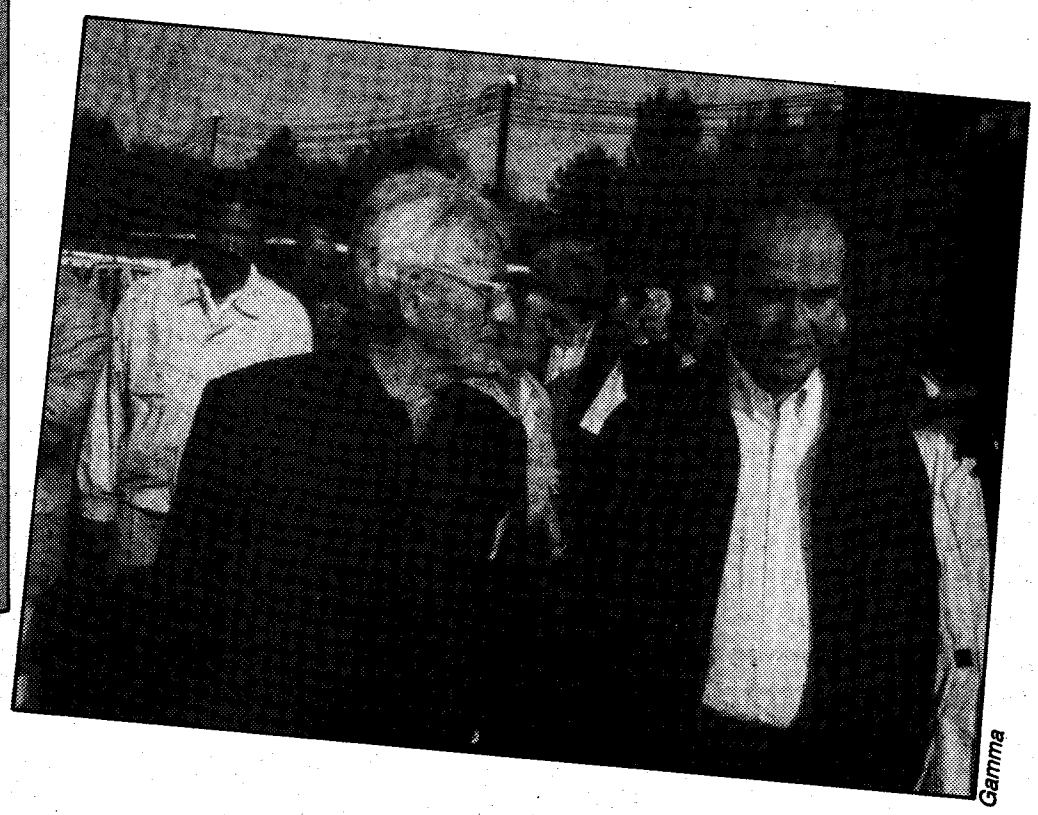
La "logique de guerre" dont a parlé Mitterrand ne concerne pas seulement ce que l'on appelle, dans le jargon militaire, le théâtre des opérations, c'est-à-dire quelques milliers de soldats, cantonnés dans un coin de désert, bien loin de nous et de nos problèmes.

"La logique de guerre" cela peut concerner aussi la population civile, ici. Et plus particulièrement les travailleurs, non seulement parce qu'on va leur demander, au nom de cette logique, de payer plus d'impôts et de se satisfaire de salaires dont le pouvoir d'achat se réduit – comme le gouvernement veut l'imposer actuellement aux employés de la Sécurité sociale – mais parce qu'on va leur demander aussi de se taire. Dans un premier temps simplement de se taire, et simplement en leur demandant. Mais ensuite, si cela marchait, ceux qui refusent de se soumettre seraient désignés du doigt, accusés des pires traîtrises, dénoncés comme "agitateurs", "syndicalistes", "communistes". Et tous ceux qui ont vocation dans la société d'être des caporaux et des adjudants, que ce soit dans l'armée, ou que ce soit dans le civil, dans les usines et dans les bureaux, se sentiraient plus forts, plus arrogants. Et cela se sentirait à tous les niveaux de la société.

La perte ou la réduction de ses libertés, ce serait cela aussi que la classe ouvrière aurait à payer, si elle adhérait à la politique guerrière et militariste de Mitterrand.

Et c'est pour cela aussi qu'il est important de lutter contre les préparatifs de guerre de la bande Bush, Mitterrand, Thatcher.

MARCHAIS VOUDRAIT ET LES CANONS ET LE BEURRE, MAIS SANS LES OBUS



Tablant sur le thème du pacifisme et de la nécessité de chercher une solution diplomatique à la crise du Golfe, le Parti Communiste veut se donner un visage critique vis-à-vis de la politique gouvernementale. Les dénonciations de la *"logique de guerre"*, le passage de Roland Leroy dans son discours à la fête de l'Humanité, dimanche 16 septembre, contre le *"nouvel ordre mondial"* que les Américains veulent instaurer, et contre l'austérité que prône le gouvernement français en prenant prétexte de la crise du Golfe, peuvent donner aux déclarations du Parti Communiste un ton un peu critique qui rassure les militants communistes qui n'ont pas envie de voir leur parti emboucher la même trompette que tous les va-t-en guerre du gouvernement ou de l'opposition de droite.

Mais cela n'empêche que sur le fond les dirigeants du PCF ont choisi le même camp que tous les autres politiciens français : défendre les intérêts *"de la France"*, protéger *"nos"* ambassades (agences commerciales des trusts français, affublées de conseillers militaires) contre les *"actes criminels"* de Saddam Hussein.

D'ailleurs dans son interview télévisée à la fête de *l'Humanité*, Georges Marchais, commentant la décision de Mitterrand d'envoyer de nouveaux renforts militaires dans le Golfe, s'est empressé de condamner fermement le *"nouvel acte de banditisme"* perpétré par Saddam Hussein et d'approuver sur l'essentiel Mitterrand : *"Il est normal que des mesures soient prises à l'égard de l'ambassade d'Irak à Paris, il est normal que soient consultés les alliés de la France"* ; donc Thatcher, et Bush, et Kohl, sans oublier le roi Fahd d'Arabie Saoudite... Et le lendemain, sur le podium central de la fête, Roland Leroy débutait lui aussi son discours par une violente condamnation de Saddam Hussein dont l'action contre l'ambassade de France appelle *"des mesures de rétorsion"*.

Les dirigeants du Parti Communiste ne se prononcent pas contre la présence militaire française dans le Golfe, ils sont seulement contre son ampleur. Et à fortiori ils ne réclament pas le retrait immédiat des troupes françaises : car comment être *"ferme"*, comment prendre *"des mesures de rétorsion"* sans s'en donner les moyens.

Alors va pour les canons, va pour les *Mirage*, va pour la légion ! Les dirigeants du PCF prient seulement pour qu'ils ne tirent pas. Comme tout le monde, somme toute. Ce qui évidemment n'a pas de sens, car on n'envoie pas des troupes en garantissant qu'elles ne vont pas tirer. Il ne sert à rien de pleurer pour la paix si l'on n'est pas totalement opposé à l'envoi des troupes. Cela ne sert à rien, sauf à chercher à tromper les militants du Parti, ceux que l'on a si souvent mobilisé dans le passé sur le thème du pacifisme.

Les dirigeants du PCF utilisent une autre ficelle : dénoncer le débarquement démesuré des troupes... américaines, et l'alignement du gouvernement français sur... la politique américaine. Car l'impérialisme qui serait le plus mauvais, celui contre lequel depuis des années aussi on a appelé les militants du Parti Communiste à manifester, c'est l'impérialisme d'à côté, l'impérialisme d'outre-Atlantique (et aussi bien entendu l'impérialisme d'outre-Rhin).

Saddam Hussein est un dictateur. Oui. Mais cela ne doit pas plus que tous les autres arguments entraîner pour autant des militants de la classe ouvrière française à se ranger derrière la politique des puissances impérialistes, ni à croire que le pire des crimes de Saddam Hussein serait d'avoir annexé cette création des compagnies pétrolières et de l'impérialisme britannique qu'est le Koweït.

La coalition de toutes les grandes puissances impérialistes, au concert desquelles l'URSS aujourd'hui joint sa voix, ne peut en réalité que contribuer à ressouder derrière son armée un peuple irakien qui se sent à juste tire menacé par toutes celles des pays riches. Et même cela contribue à donner à tous les opprimés du Moyen-Orient quelques illusions en Saddam Hussein. A moins justement que les pauvres d'Irak, et les pauvres, les opprimés du Moyen-Orient en général puissent faire la différence. A moins qu'ils puissent trouver pour se défendre de la guerre qui les menace d'autres alliés que Saddam et son armée. A moins qu'ils puissent voir que dans les pays plus riches aussi il y a des travailleurs comme eux, des opprimés comme eux qui n'épousent pas la cause de leur gouvernement et de leurs exploiteurs, qui se moquent des intérêts de leurs trusts, mais au contraire qui s'opposent à eux et luttent contre *"les mesures de rétorsion"* et contre l'envoi des troupes.

Olivier BELIN

EN CROISIÈRE POUR LA CROISADE

Il n'y a pas que les militaires, et leur matériel, qui sont mobilisés dans l'armada qui est mise en place dans le Golfe. Il y a aussi des bateaux de la marine marchande, ce qui signifie aussi les marins qui les servent. S'appuyant sur une loi relative au transport maritime pour des motifs d'intérêt national, le ministère de la Défense français a décidé d'affrêter neuf navires civils qui serviront pour le transport des troupes, de matériel et de vivres. Il s'agit de porte-conteneurs, de cargos et de car-ferries. On apprend à cette occasion que les car-ferries modernes sont conçus pour d'éventuelles utilisations militaires. Ils peuvent permettre la pose d'hélicoptères, mais aussi permettre l'embarquement et le débarquement d'engins militaires, y compris dans des conditions difficiles.

Les armateurs seront payés par l'Etat, et ont tous réagi avec promptitude et sans état d'âme, dit-on dans l'entourage du ministre de la Mer. Eux, on les comprend. Ils empochent et ne naviguent pas. Mais les marins, eux, ils sont en droit de ne pas considérer l'opération comme très civile.

Les Américains auraient, eux aussi, besoin, paraît-il, d'un appoint de navires marchands. Mais les navires français proposés ne sont pas adaptés aux normes techniques US, ou ceux qui le seraient ne sont pas disponibles. Problème en voie de solution, semble-t-il : on annonce qu'un navire soviétique transportera des armes américaines à destination du Golfe. On envisage, paraît-il, d'utiliser les gros avions de transport soviétiques Antonov pour accélérer le transport des soldats américains.

Entre armateurs et amateurs d'armes ça baigne... Mais pour la population, ça annonce la galère.

LES ÉTATS-UNIS FONT PAYER LEURS ALLIÉS

D'une semaine à l'autre, la résonance de la crise du Golfe dans l'opinion publique – comme dans les médias qui contribuent à la façonner – change. A peine la rencontre d'Helsinki était-elle achevée, donnant l'impression que la confrontation militaire n'était pas pour tout de suite, et qu'au contraire, en dehors de la stratégie du blocus, les Occidentaux, appuyés par l'URSS, privilégiaient la voie diplomatique, que l'incident à Koweit, impliquant la diplomatie française, remettait l'accent sur les préparatifs militaires. La France décidait l'envoi de 4 000 hommes supplémentaires, de 1 000 véhicules dont 210 blindés, et de 30 avions de combat. Le prétexte tombait bien, non seulement pour le gouvernement français et Mitterrand, qui claironnaient qu'avec 13 000 hommes au Moyen-Orient, on avait dorénavant *«le corps expéditionnaire le plus important depuis la guerre d'Algérie»*, mais aussi pour justifier une participation plus active, soit financière, soit militaire, soit les deux à la fois, pour toute une série d'Etats.

Une semaine auparavant, George Bush avait demandé aux alliés des Etats-Unis une plus grande participation au déploiement terrestre, et il avait renouvelé avec insistance ses demandes de participation financière à l'opération *«Bouclier du désert»*. On peut dire qu'il a été entendu de ses alliés. Outre l'effort du gouvernement français, l'Egypte va envoyer 15 000 soldats supplémentaires (ce qui fera 20 000 en tout), la Syrie s'est engagée à porter son contingent de 4 000 à 15 000. Cela augmente d'autant les effectifs des armées de l'Arabie Saoudite, déjà renforcées des effectifs en provenance d'autres pays arabes ou musulmans, auxquels s'ajoutent les quelque 110 000 hommes de l'armée américaine parvenus sur place.

Par ailleurs, George Bush a obtenu une participation financière, qui se monte au total à 20 milliards de dollars, de la part de ses alliés. Il a finalement réussi à faire «cracher» 2 milliards de dollars à l'Allemagne qui se faisait tirer l'oreille, prétextant qu'il fallait qu'elle supporte le coût de la réunification pour ne pas verser à la «caisse de guerre», et mettant en avant l'interdiction constitutionnelle qui l'empêche d'intervenir militairement en dehors de l'OTAN, pour s'abstenir d'une participation en hommes. Quant au Japon, un peu dans la même situation que l'Allemagne, qui avait essayé de s'en tirer en promettant une participation de 1 milliard de dollars, il a été contraint d'augmenter la mise et de passer à 4 milliards. Mais l'effort financier principal, en apport à celui des Etats-Unis, est supporté pour la plus grande partie par l'Arabie Saoudite et les Emirats du Golfe qui, ensemble, se sont engagés à participer pour 12 milliards.

L'objectif des dirigeants américains est ainsi rempli, et ils ont pu se féliciter de cette contribution, bien que celle-ci n'empêche pas que ce soient les Américains qui supporteront encore la plus importante part du coût de cette opération.

Mais les dirigeants américains en sortent renforcés politiquement. D'abord auprès de leur population à qui il faut qu'ils fassent admettre de payer avec leurs deniers, et demain peut-être par l'impôt du sang, cette expédition militaire. Ils peuvent maintenant faire valoir aux citoyens américains qui auraient pu rechigner, voire manifester leur opposition, qu'ils ne seront pas seuls sollicités.

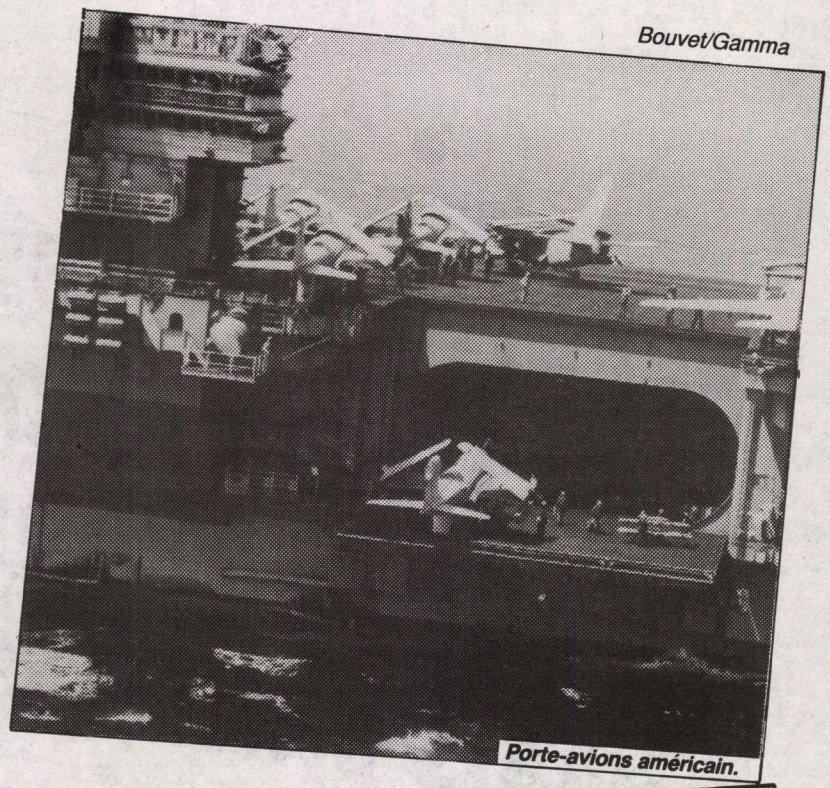
Cela renforce les dirigeants américains aux yeux de l'opinion publique mondiale, auprès de laquelle ils cherchent à faire la démonstration que «tout le monde» – ou presque – est contre Saddam Hussein, et pas seulement en paroles. Il est vrai que si ce dernier pouvait spéculer sur les rivalités inter-impérialistes pour paralyser les réactions de l'impérialisme anglo-américain, les derniers engagements auraient plutôt tendance à montrer qu'il s'agit d'un pari hasardeux. Difficile d'enfoncer un coin entre les Etats-Unis et leurs alliés.

Les gouvernants américains, eux non plus, ne veulent pas – et ne peuvent pas – compter sur leur seule puissance militaire pour espérer vaincre dans cette confrontation. Eux aussi font «de la politique», au sens où ils essayent de faire passer leurs actes de brigandage impérialiste, en essayant de les justifier aux yeux de l'opinion mondiale. Et, s'ils préfèreraient faire reculer Saddam Hussein sans avoir réellement à en découdre avec lui, ils continuent la préparation d'une vraie guerre, à tous les niveaux : militaire, financier et politique.

Quant à savoir si elle se déclenchera, quand elle se déclenchera, qui en sera réellement partie prenante, comme aux premiers jours de la crise, cela fait toujours partie du domaine de l'imprévisible, tant il est vrai que les dirigeants américains ou irakiens eux-mêmes – eux qui sont au premier rang pour prendre des décisions – n'en savent encore probablement rien.

Louis GUILBERT

Bouvet/Gamma



Porte-avions américain.

Général français face à l'Irak..

Instructeur des volontaires dans les Emirats.

LES PROJETS AMÉRICAINS DOIVENT RESTÉS VOILÉS

Le chef d'état-major de l'US Air Force, le général Dugan, dans des déclarations faites à deux grands journaux américains, dont le *Washington Post*, a fait part de ses vues sur la crise du Golfe : en cas de conflit ouvert, c'est l'aviation américaine, avec ses 420 appareils de combat et ses 250 avions de soutien, qui jouera le rôle essentiel. Le général Dugan a dressé la liste des objectifs déterminée par les «planificateurs» américains : défenses aériennes irakiennes, champs d'aviation, centres de commandement, routes, etc., et éventuellement les installations pétrolières, à l'exclusion des puits...

«C'est là une jolie liste d'objectifs», a ajouté le général Dugan, *«mais ce n'est pas assez»*, et, sur le conseil de *«sources israéliennes»*, il a ajouté qu'il fallait viser Saddam Hussein lui-même, sa famille, sa garde personnelle et sa maîtresse. Ainsi que le centre de Bagdad, en essayant quand même d'épargner les civils. On se demande bien comment...

On pouvait s'interroger pour savoir s'il s'agissait là d'une sorte de *«message»*, plus ou moins officiel, adressé à Saddam Hussein. Le président Bush a relevé le général Dugan de ses fonctions, ce qui semble indiquer que ses déclarations n'étaient pas programmées.

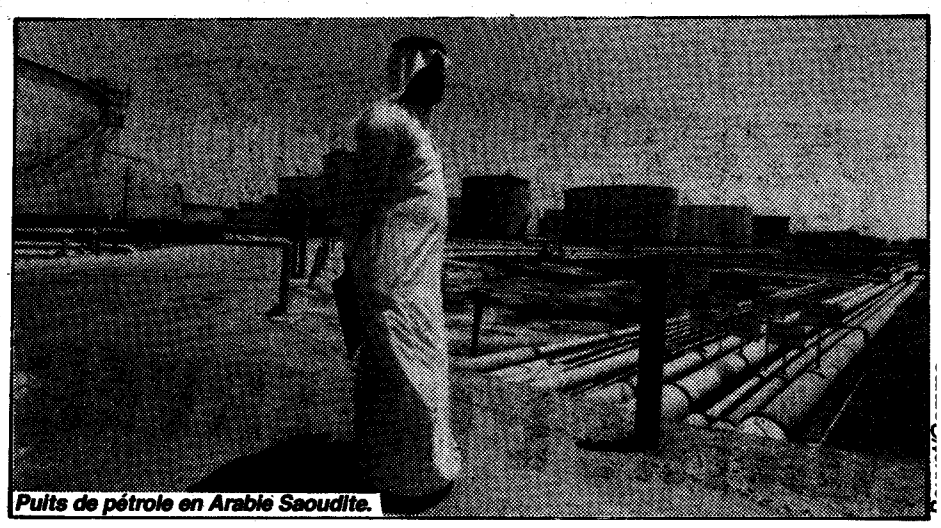
Mais il n'a pas été limogé parce que ce qu'il disait était faux. L'éventualité d'un *«tapis de bombes»* sur Bagdad a été ouvertement discutée dans les journaux américains. Il y a d'ailleurs bien des précédents à une telle politique militaire, dont l'un, pas si ancien : le raid aérien effectué sur les ordres de Reagan contre Tripoli, l'habitation et la famille de Kadhafi.

Le général Dugan a été limogé pour avoir été simplement trop bavard.

S.F.

Hausse du pétrole

CHOC POUR LES CONSOMMATEURS CHIC POUR LES COMPAGNIES


Puits de pétrole en Arabie Saoudite.

Parmi tous les cris guerriers poussés en Occident, on entend parfois quelques propos satisfaits, émanant des milieux pétroliers. A les entendre, si Saddam Hussein n'existait pas, il eut fallu l'inventer, tant la situation créée par l'état de préparation à la guerre arrange les grandes compagnies.

Ici, les consommateurs en savent quelque chose, eux qui ont vu le prix de l'essence s'envoler pour dépasser aujourd'hui les 6 francs. Mais l'augmentation du prix des produits pétroliers est-elle justifiée par une diminution de l'offre due à l'embargo qui touche l'or noir d'Irak et du Koweït, comme certains voudraient nous le faire croire ? Du tout ! Les quatre millions de barils par jour, produits par ces deux pays, ont vite été remplacés sur les marchés par du pétrole saoudien. Il a suffi au premier producteur mondial de brut d'ouvrir un peu plus ses vannes pour qu'aussitôt les quantités auparavant produites par l'Irak et le Koweït soient remplacées.

D'autres raisons expliquent donc l'augmentation du prix du pétrole, et les Compagnies en conviennent. Alors, leurs analystes parlent maintenant de *«sensibilités exacerbées des marchés»*, de *«motifs quasi psychologiques»* et autres balivernes pour expliquer les hausses. Mais point n'est besoin d'un psychiatre pour démêler les raisons de l'envolée des prix. La plus simple suffit amplement. Si hausse il y a, elle est en premier lieu due à la volonté des multinationales de réaliser des profits supplémentaires.

Cela faisait d'ailleurs des mois qu'elles parlaient de la nécessité d'augmenter le prix du pétrole qui, depuis 1986, baissait régulièrement. 18 dollars le baril était trop peu pour elles (signalons que le prix de production d'un baril est estimé à 1 dollar en Arabie Saoudite), elles voulaient un baril à vingt-cinq dollars. *«Les prix étaient insuffisants pour renouveler le potentiel des années futures»*, affirme maintenant un responsable de Total. Bien d'autres explications viennent à la rescousse pour justifier la hausse. La chute des cours, dit-on, avait éliminé les productions les plus chères, notamment en Amérique du Nord et en URSS, et gelé l'exploration dans de nombreuses zones. La production dans l'OCDE (Etats-Unis, Canada et mer du Nord pour l'essentiel) a chuté de 0,6 % par an depuis trois ans, alors qu'elle augmentait de 2,5 % l'an auparavant. Bref, comme on le voit, ce n'est pas les explications qui manquent pour justifier l'envolée du prix du pétrole. Mais, remarquons-le, aucune n'a à voir avec l'invasion du Koweït par l'Irak.

En fait, un scénario identique à ceux de 1973 et 1980 se reproduit aujourd'hui.

Les multinationales se servent d'un événement ponctuel ; l'annexion du Koweït et l'embargo qui s'en est suivi pour justifier auprès des consommateurs une politique qu'elles auraient de toute façon mise en œuvre. Tout comme en 1973, elles justifiaient le premier choc pétrolier par la guerre du Kippour ; tout comme en 1979, elles justifiaient le second par l'arrivée au pouvoir de Khomeiny en Iran.

Georges LATTIER

Embargo

Pour une fois le gouvernement veut du sérieux

Branle-bas de combat : le service des douanes français étudie de près les listings de départ de bateaux pour vérifier les destinations et la nature des marchandises embarquées. Il s'agit en effet de débusquer les entreprises françaises qui, passant outre aux consignes gouvernementales, bravent l'embargo décrété contre l'Irak !

Une dizaine d'entreprises sont, paraît-il, en cause. Certaines voudraient ainsi protéger leurs employés retenus en Irak, d'autres profiter de l'embargo pour récupérer des marchés sur leurs concurrents, et enfin il y a celles qu'on dit *«innocentes»* : elles n'ont pas compris que des commandes venant de Tunisie ou de Turquie sont en réalité seulement destinées à y transiter avant d'être envoyées en Irak...

En fait, cela grogne parmi les 225 entreprises qui avaient *«des relations stables avec l'Irak»*. *«Jamais auparavant, aucun embargo n'a été appliqué»*, explique ainsi, d'après *Libération*, Jean-Pierre Perdriaux, administrateur de la Médecis, une entreprise qui avait obtenu du ministère de l'Industrie irakien la totalité du marché des matériels médicaux. *«Les industriels français n'ont pas immédiatement cru à la vigilance du contrôle mis en place. Ils l'ont cru théorique, tout comme l'étaient les embargos à destination de l'Afrique du Sud, du Chili ou de la Syrie. Ils ont cru qu'ils pourraient continuer leur commerce et qu'on fermerait les yeux sur leurs activités»*.

On se doutait bien que les embargos étaient en général «théoriques». Le gouvernement ne s'est d'ailleurs même pas donné la peine de démentir de telles déclarations. Mais cette fois-ci, semble-t-il, le gouvernement français veut montrer que c'est sérieux.

Quelques petites entreprises seront vraisemblablement épinglées quoique, de l'avis même des experts, il soit bien difficile de tout contrôler. (En particulier les avions de transport : comme l'a fait remarquer le directeur général de l'aviation civile, *«on peut arrêter un bateau ou camion pour les inspecter, on ne peut le faire pour un avion de transport en vol, à moins de l'abattre»*. Ce qui n'est pas à l'ordre du jour).

Mais on peut être à peu près certain que les grosses entreprises, elles, ne seront pas mises en cause, en tout cas pas par le gouvernement. Si elles bravent l'embargo, c'est qu'elles ont trouvé des moyens plus ou moins légaux de le faire, ou des combines tout à fait sûres, ou alors qu'elles ont l'autorisation du gouvernement. Les journaux, par exemple, relevaient, il y a quelque temps, que les employés de Bouygues «retenus» en Irak y travaillaient, par crainte des représailles. A moins que tout le matériel soit déjà sur place, on se demande bien comment Bouygues fait pour ne pas déroger à l'esprit, sinon à la lettre de l'embargo... et on se demande comment le gouvernement fait pour ne pas le savoir...

Pendant les guerres, les marchands de canons et les grands trusts ne sont toujours débrouillés pour vendre aux deux camps, à celui qu'ils affirmaient être le leur comme à celui d'en face. Cela fut le cas lors de deux guerres mondiales. Les dessous de ces affaires sont en général connues longtemps après.

Aujourd'hui, alors qu'on n'est pas en guerre, pourquoi les profiteurs qui ne connaissent d'intérêts que les leurs, renonceraient-ils à leurs bonnes affaires ?

Sylvie FRIEDMAN

La prochaine réunion du CERCLE LÉON TROTSKY portera sur :
LA CRISE DU GOLFE
VENDREDI 5 OCTOBRE, à 20 h 30, Salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor à Paris 5e. Métro : Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 10 F

Grande-Bretagne

MANIFESTATIONS CONTRE L'INTERVENTION AU MOYEN-ORIENT

«*Monty est de retour*» titrait samedi dernier un quotidien britannique à grand tirage. Pas Monty Python, mais le spectre du maréchal Montgomery sous les ordres duquel la brigade blindée des «Rats du désert» se serait «illustrée» pendant la Seconde Guerre mondiale, face aux blindés allemands de Rommel.

C'est avec de tels accents chauvins que les médias ont salué l'envoi d'une brigade blindée complète forte de 8 000 hommes en Arabie Saoudite. Mais ni cet enthousiasme patriotique, ni ces rappels grandiloquents d'un passé soi-disant glorieux ne sont du goût de tout le monde en Grande-Bretagne.

Ce samedi en effet, pour la troisième semaine consécutive, plusieurs milliers de manifestants ont défilé dans le centre de Londres pour exiger le retrait de toutes les troupes occidentales du Moyen-Orient.

LE CONSENSUS DE LA CLASSE POLITIQUE

Non pas que le consensus politique en faveur de l'intervention soit moindre dans la classe politique britannique qu'en France. Tous les partis sans exception ont donné leur appui sans réserve à la politique du gouvernement au Moyen-Orient. Si le leader travailliste Neil Kinnock a émis quelques critiques, elles n'ont porté que sur la lenteur et l'inefficacité manifestes de l'intervention militaire britannique et sur le souci trop évident de Thatcher de répondre au moindre désir de Bush.

La seule fausse note au sein de la classe politique a été celle d'une poignée de députés travaillistes – 25 en tout sur plus de 600 parlementaires – qui se sont prononcés dans un vote contre la politique gouvernementale. Et encore la plupart d'entre eux en appellent-ils à l'assemblée générale de l'ONU pour régler la crise.

Même le CND, version anglaise du Mouvement pour la Paix, n'a pas voulu être associé en quoi que ce soit à des manifestations qui réclamaient le retrait immédiat des troupes britanniques. Au point qu'à la manifestation londonienne du 15 septembre, on a vu débarquer des gros bras envoyés par la direction du mouvement pour empêcher des militants de base de diffuser des tracts ou d'arborer des banderoles portant le sigle de CND !

QUELQUES MILLIERS DE MANIFESTANTS

Ce sont donc les groupes d'extrême-gauche et les nombreuses organisations de réfugiés politiques du Moyen-Orient qui ont organisé les trois manifestations de protestation contre l'intervention militaire de ces dernières semaines. L'extrême-gauche n'a pas su mettre de côté ses querelles, conduisant ainsi à la formation de trois «comités d'organisation» rivaux appelant chacun à «sa» manifestation. Manifestations peu nombreuses sans doute, ignorées par les médias, ce qui les a fait passer totalement inaperçues de la grande. majorité de la population. Mais au total, ce sont quand même six à sept mille manifestants qui ont pu exprimer leur opposition à la politique belliciste de l'impérialisme.

INQUIÉTUDE DEVANT LA MENACE DE GUERRE... ET LA HAUSSE DES PRIX

L'opinion publique n'est pourtant pas derrière Thatcher. Beaucoup de gens ont vu avec inquiétude sur les écrans de télé l'accumulation considérable de forces et de matériels américains en Arabie Saoudite. Beaucoup ont été choqués par la propagande gouvernementale à propos des «otages» et les propos bellicistes qui l'accompagnaient. Beaucoup ont accusé Thatcher et ses ministres de jouer avec la vie des ressortissants étrangers au Koweït.

Par-dessus tout, il semble maintenant que les gens, en particulier dans la classe ouvrière, redoutent que ces démonstrations de force les précipitent finalement dans une vraie guerre. Les plaisanteries qui s'échangent par endroit dans les ateliers sur le risque d'un retour de la conscription (l'armée anglaise est exclusivement une armée de métier) ne sont peut-être encore que des plaisanteries, mais on n'avait rien entendu de tel depuis la crise de Suez !

Et puis, comme en France, il y a d'autres choses qui inquiètent. La flambée des prix de ces derniers mois, la hausse des taux d'intérêts qui touche sévèrement la plupart des familles ouvrières, les impôts plus lourds, la remontée de plus en plus prononcée du chômage et par-dessus tout les déclarations gouvernementales annonçant, au nom des contraintes nouvelles créées par la situation internationale, un resserrement de l'austérité pour les prochains mois. De là à avoir une idée de la facture que la bourgeoisie britannique se prépare à présenter à la classe ouvrière, même sans guerre d'ailleurs, il n'y a qu'un pas que certains commencent à franchir.

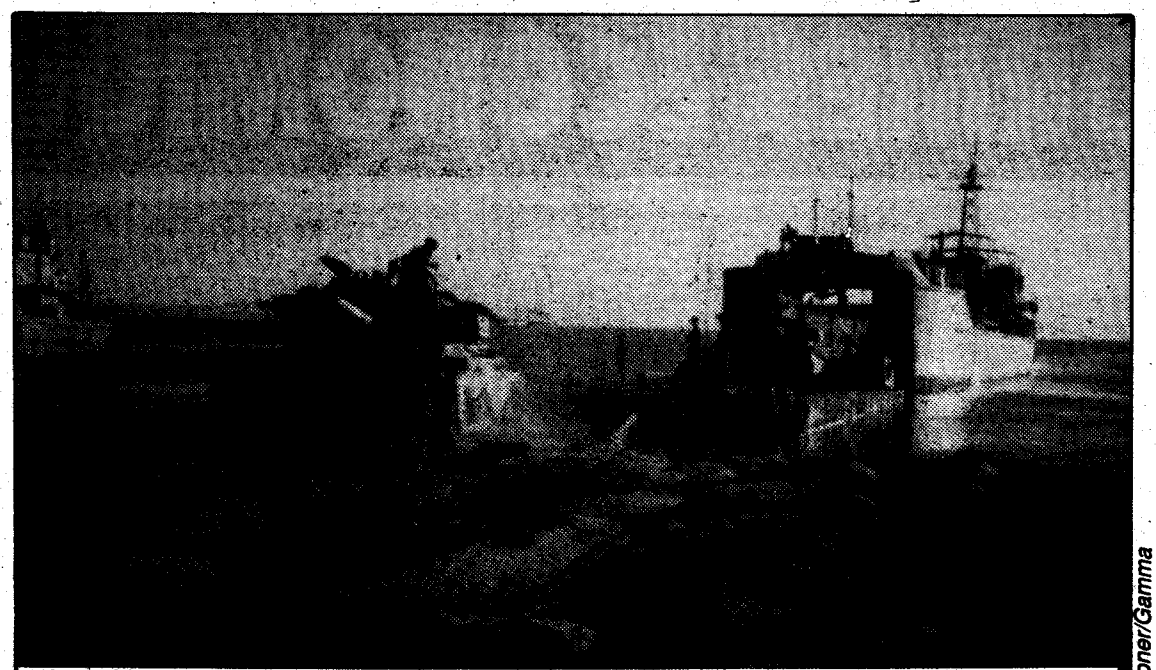
François ROULEAU

(LO)

PARIS

"Troupes impérialistes, hors du Golfe" ; "A bas la guerre pour les compagnies pétrolières", "Pas un sou, pas un homme, pour les profits de Thomson, pas un sou, pas un soldat, pour les profits de Matra".

Voici quelques-uns des slogans criés par les deux mille manifestants, mardi 18 septembre, venus protester contre l'intervention des impérialistes dans le Golfe. Participaient entre autres la Ligue Communiste Révolutionnaire, Lutte Ouvrière, la LST, la Fédération Anarchiste et plusieurs groupes, kurdes, turcs ou algériens.



C'était déjà les troupes britanniques débarquant au Koweït– contre l'Irak – en 1961. C'est ça les traditions de l'armée anglaise...

Spooner/Gamma

BUSINESS AS USUAL OU LES AFFAIRES SONT LES AFFAIRES

L'envoi des «rats du désert» en Arabie Saoudite a servi de prétexte à faire revivre quelques légendes héroïques destinées au bon peuple.

Mais les éditorialistes de la presse dite «de qualité» (par opposition à la presse populaire) n'ont pas manqué de rappeler d'autres faits d'armes moins héroïques, mais tellement plus profitables.

Ainsi l'éditorialiste de l'*Independent On Sunday* rappelle-t-il comment, émerveillé par le comportement des chars britanniques qui équipaient l'armée israélienne pendant la guerre des Six Jours, le Shah d'Iran avait aussitôt passé une grosse commande. Quelle promotion publicitaire inespérée que l'envoi des nouveaux «Challenger» qui équipent les «rats du désert»... Et l'éditorialiste de rêver d'une renaissance prochaine de l'industrie britannique du tank grâce aux commandes de toutes les dictatures de la région...

Quant au *Financial Times*, autre journal britannique «de qualité», ses inquiétudes, et il en a, ne concernent pas les risques de guerre. La «une» de son numéro du 17 septembre s'indignait de la dénonciation par l'Arabie Saoudite d'une promesse d'achat de 48 avions de combat Tornado à la Grande-Bretagne (72 sont déjà livrés et payés en pétrole) au profit d'une commande bien plus importante de F-15 américains.

La guerre du Golfe n'a pas encore commencé mais derrière l'unité de façade, celle des marchands de canons bat son plein !

POUSSEZ PAS

Le lion britannique ne loupe pas une occasion de lâcher un rugissement impérial. Mais enfin, il a quand même l'âge de ses varices et tous les symptômes des rhumatisants.

Ainsi, en août, l'annonce de l'envoi de trois escadrilles accompagnées de fusiliers (version anglaise de la Force d'Intervention Rapide française) a été présentée comme le signe d'une détermination sans équivoque.

Politiquement, c'est indubitable. Militairement, c'est autre chose. Par exemple, il a été fait moins de publicité à ce communiqué laconique du ministère de la Défense, disant en substance : une grande partie du personnel des unités envoyées dans le Golfe étant en congé annuel, le ministère fait savoir qu'il n'entend pas écourter leurs congés et qu'en conséquence ces unités ne seront opérationnelles que vers la mi- ou la fin septembre...

La période des vacances est sans doute maintenant finie. Mais par exemple, les "rats du désert" ne seront opérationnels sur le terrain, selon les déclarations officiellles, que vers le début novembre. Il faut dire qu'à en croire certaines interviews parues dans la presse, les "rats" en question ne pavoisent pas d'avoir à quitter leur confortable fromage en Allemagne pour l'aridité des sables saoudiens...

DES HÉROS PLUTÔT FATIGUÉS

En période d'exaltation chauvine, le ton des médias perd souvent toute retenue. Les supporters des matches de football apparaissent comme des modèles de modération à côté de certains journalistes. Parmi bien d'autres perles, que nous aurions pu relever, citons celle-ci, parue dans *Le Parisien*, du 17 septembre, juste après la décision de Mitterrand d'envoyer des renforts dans le Golfe. En pages 2 et 3, le titre est : *«Les rats du désert sur le pied de guerre»*. Appellation usurpée : les fameux *«rats du désert»* étaient des troupes britanniques d'Afrique du Nord lors de la dernière guerre mondiale et pas des Français. Un peu plus loin *«l'élite de l'armée française»* reçoit ces qualificatifs ronflants : *«Les vainqueurs de Rommel, les héros de Camerone et de Dien Bien Phu...»*. Rappelons que, si certaines troupes françaises ont bien combattu les Allemands de Rommel en Afrique du Nord, c'est tout de même l'armée britannique qui a réussi à le battre ! Quant au combat de Camerone il s'agit d'une défaite française qui s'est déroulée sous Napoléon III durant la guerre du Mexique. Les «héros de Camerone» sont donc bien morts. Et le symbole est plutôt douteux : héroïque, certes, mais pas spécialement victorieux. Et que dire enfin de ce rappel de Dien Bien Phu où l'armée française reçut tout de même une raclée mémorable de la part des Vietnamiens...

Nos héros devant Djibouti.

(AFP)

Bref si l'état-major français est du même tonneau que certains journalistes, il vaudrait peut-être mieux que «l'élite de l'armée française» n'aille pas se frotter aux troupes irakiennes. Sinon on parlera peut-être un jour, avec un petit sourire des «héros du *Clemenceau*»...

A.V.

DU FRIC DANS LES ONDES

D'après les Britanniques, les avions de surveillance américains Awacs envoyés dans le Golfe, seraient brouillés par des systèmes français Thomson dont la firme productrice ne veut pas découvrir les codes afin de garder le secret commercial.

Thomson dément après avoir livré ces systèmes. Mais qui croire ? Après tout, alliés ça ne veut pas dire associés, même si on fait la guerre ensemble, on ne va quand même pas en partager les profits !

URSS

LES RÉFORMES ÉCONOMIQUE

Voilà le Soviet suprême – sorte de Parlement de l'Union Soviétique – une nouvelle fois appelé à débattre de la réforme de l'économie soviétique. Il aurait même la responsabilité de trancher, avant le 1er octobre, entre deux projets concurrents, l'un présenté par Ryjkov, le Premier ministre de Gorbatchev et l'autre par Chataline... son plus proche conseiller économique.

Les deux projets se situent dans la perspective d'un rétablissement du capitalisme. L'un, ouvertement et au plus vite. L'autre, plus hypocritement avec des précautions pour désamorcer une explosion de mécontentement devant une réforme qui coûtera cher à la classe ouvrière.

Les sommets de la bureaucratie ont choisi le rétablissement du capitalisme...

Gamma

Pour l'instant, les deux projets ne sont que du papier. Ils peuvent disparaître dans les arcanes des discussions parlementaires sans même que l'un ou l'autre soit officiellement adopté (le 23 mai dernier, le gouvernement avait déjà annoncé un projet de réforme économique qui devait être soumis à référendum... avant que le projet se noie, déjà, dans les palabres au sommet). Et même si le Soviet suprême adoptait l'un des projets – probablement celui de Chataline, plus brutal et plus rapide déjà adopté par le parlement de la République russe et qui a le soutien de Gorbatchev et d'Eltsine comme il aurait, paraît-il, les faveurs des députés – il est autrement plus difficile de transformer les structures économiques et sociales d'un pays que de voter des résolutions à ce sujet.

Mais le fait, commun aux deux projets, de présenter l'économie de marché, l'économie bourgeoise, comme le seul espoir pour l'économie soviétique, est significatif des choix des sommets politiques de la bureaucratie. Comme la discussion autour des conséquences de ces transformations est significative du prix que les bureaucrates sont tout disposés à faire payer à la classe ouvrière.

Aux dires de Ryjkov lui-même, le projet Chataline impliquerait une chute du niveau de vie de *«30 % et peut-être plus»*. Le chômage de plusieurs dizaines de millions de travailleurs... La chute dans la misère de 70 à 80 millions de personnes dans l'ensemble de l'URSS. C'est la crainte d'explosions sociales devant une telle dégradation brutale qui sert d'argument à Ryjkov pour proposer un étalement dans le temps de transformations dont il se veut néanmoins, lui aussi, partisan. Comme l'expliquait son vice-Premier ministre, pour s'opposer au projet plus brutal, cela *«rendrait la population et le pouvoir allergiques au marché pour des décennies»*.

Les députés au Soviet suprême n'ont cependant pas affaire pour l'instant au souffle d'une explosion sociale réelle. Ils peuvent, sans gêne, étaler l'aspiration de toujours d'un grand nombre de bureaucrates à consolider leur position sociale et à officialiser leur mainmise sur l'économie du pays en rétablissant la propriété privée des moyens de production et la production basée sur le profit. Et se payer le cynisme de prétendre que cette transformation, l'abandon définitif de l'économie étatisée et planifiée comme le prix effroyable qu'aurait à payer la classe ouvrière, sont indispensables dans l'intérêt de tous, tant l'économie serait dans l'impasse.

Mais si l'économie soviétique est aujourd'hui en difficulté c'est fondamentalement parce que la bureaucratie, qui en assure depuis plus d'un demi-siècle la direction, a brisé par la dictature stalinienne toute possibilité de contrôle de la part de la population travailleuse. Depuis plusieurs décennies, les immenses possibilités de l'économie planifiée sont soumises aux intérêts de la couche des bureaucrates ; d'une couche dont les décisions économiques sont, depuis toujours, inspirées par la préservation de leurs propres privilèges, même lorsque ces décisions vont à l'encontre des intérêts de la majorité de la population. Depuis plusieurs décennies, l'économie est minée, affaiblie, par des clans, par des mafias cupides, fondant dans un même ensemble privilégié des bureaucrates de l'Etat, du parti, des entreprises et une véritable petite-bourgeoisie d'affaires plus ou moins souterraine.

La crise politique, dans laquelle sont plongés depuis l'avènement de Gorbatchev les sommets de la bureaucratie, est elle-même liée, au moins en partie, à la propension des bureaucrates qui occupent des postes générateurs de privilèges à s'affranchir de tout contrôle, même venu d'en haut. Mais cette crise politique elle-même, et la désagrégation de l'appareil d'Etat qu'elle entraine, devient à son tour un puissant facteur de désorganisation de l'économie.

La presse rapporte largement comment les bureaucrates dirigeant les différentes républiques s'opposent au pouvoir central, au nom de leurs *«intérêts nationaux»*, c'est-à-dire au nom de leur propre clique, au point d'envisager – même s'il ne s'agit pour l'instant que d'envisager – des monnaies à part, des contrôles douaniers à l'intérieur même de l'Union Soviétique etc. Mais ce n'est que la partie la plus visible de l'iceberg. A tous les niveaux les bureaucrates qui détiennent une autorité tentent de travailler à leur propre compte, pour le compte de leur mafia locale en ignorant complètement et volontairement les conséquences que cela peut avoir pour l'ensemble de l'économie. Un récent reportage de la télévision soviétique évoquait le cas de cette région, où l'on ne trouve plus de chaussures dans les magasins de détail alors que l'usine de chaussures continue à produire, et cela parce que les responsables des grossistes ne livrent plus les magasins d'Etat de détail pour vendre au marché noir.

Les hausses de prix envisagées ne peuvent qu'inciter ce genre de margoulins – ils sont légion à occuper des postes de responsabilité dans la production, le transport, la distribution – à retarder les livraisons, à stocker dans l'attente de pouvoir vendre plus cher ; à aggraver en un mot la pénurie et à en créer même là où la production actuelle devrait suffir à satisfaire la consommation.

Le sort des archives de la Stasi

Depuis le 4 septembre, ce qui était le siège central de la police politique (Staatssicherheit, en abrégé «Stasi») de RDA à Berlin-Est est occupé par une trentaine de personnes, dont Barbel Böhley (dirigeante de Nouveau Forum) et le chanteur Wolf Biermann... avec sa guitare. Les occupants protestent contre le fait que les archives de la police politique de sinistre mémoire, qui représentent quelque 160 kilomètres de papier, devraient être confiées désormais aux services de renseignements centraux de RFA. Ainsi le prévoit le dernier «contrat d'Etat» (spécifiant diverses modalités de la réunification), signé entre les gouvernants de RFA et de RDA..., contradictoirement avec une loi votée par le Parlement de RDA qui envisageait que les archives soient mises à la disposition des gouvernements des futurs Länder de l'ancienne RDA.

LAVER SO MAIS TO NE SON

A quels flics doivent revenir ces archives ? Aux flics «fédéraux» (très rodés déjà, et qui ne manqueront pas de les utiliser contre bien des opposants à l'ancien régime de la RDA) ou aux flics subalternes des Etats ? Y a-t-il vraiment une différence entre les deux, si ce n'est que l'Ouest, là encore, par ses méthodes perfectionnées de flicage et de renseignement, a probablement une longueur d'avance sur l'Est ? Est-ce vraiment décisif pour la population ? Sûr que non, malheureusement.

Mais tout ce qui touche à la Stasi, en RDA, soulève vite les passions, non seulement des milieux

S EN DÉBAT

La réforme économique consisterait, au fond et en simplifiant, en tous les cas à ce niveau, à «blanchir» les procédés de ces bureaucrates prévaricateurs ou de leurs semblables... en le rendant légal. Cela ne rendrait pas nécessairement la production de chaussures plus efficaces, cela ferait peut-être que ceux qui ont de l'argent trouveraient plus facilement chaussure à leur pied. Et en tous les cas, cela officialiserait les prix élevés du marché noir et cela rendrait licites les profits privés déjà pratiqués, mais encore illicites.

Lors de la discussion du Soviet suprême, Gorbatchev a également proposé un référendum sur la privatisation de la terre. Geste politique sans doute et qui ne sera pas nécessairement suivi d'effet. Mais le fait que la question soit en discussion est révélateur de la même démarche.

La privatisation de la terre et le retour à la parcelle privée qu'elle favorise d'une part et aux grandes exploitations capitalistes d'autre part seraient une formidable régression. Ils ne résoudraient pas le problème de l'approvisionnement des villes, car même ce qui n'est pas dû aux détournements des bureaucrates ou de leurs amis à différents niveaux de la distribution est dû aux problèmes d'acheminement, de transport et de stockage. La décision, si elle était prise, aboutirait surtout à l'enrichissement d'une fraction de la paysannerie – proche des villes ou produisant des produits destinés aux consommateurs pouvant payer cher, ou encore assez puissante déjà pour avoir des priorités du côté des transporteurs – et à un meilleur approvisionnement des consommateurs riches. Mais pour les travailleurs, à la sélection par la pénurie, même atténuée, s'ajouterait la sélection par l'argent.

Voilà ce qui est en discussion. L'avenir dira si les sommets de la bureaucratie qui aspirent à l'économie capitaliste se sentent désormais assez forts pour ne pas se contenter d'étaler leurs fantasmes admiratifs devant le système bourgeois et pour passer aux actes.

Le stalinisme et les conséquences de la gestion bureaucratique ont peut-être marqué la classe ouvrière au point que pour la majorité des travailleurs tout changement même dans le sens bourgeois, apparaît souhaitable. Mais si la bureaucratie gardait l'initiative – que ce soit en s'engageant dans le bouleversement des rapports sociaux ou que ce soit en continuant à tergiverser, tout en pillant le pays, il n'en résulterait pour la classe ouvrière qu'un accroissement de sa misère. La seule politique juste pour la classe ouvrière soviétique serait de reprendre l'initiative politique, ce qui signifie, engager la lutte contre la bureaucratie, contre ses privilèges et contre ses projets visant à les consolider par la propriété privée et le capitalisme ; et l'engager, y compris sur le terrain de la politique économique, avec pour programme un Etat démocratique dirigé par les travailleurs et la défense de l'économie planifiée basée sur la propriété collective et contrôlée par en bas par les travailleurs.

Georges KALDY

Gamma

...mais se méfient des réactions possibles de la classe ouvrière.

N LINGE SALE EN FAMILLE ?

JS LES HOMMES PAS FRÈRES !

Ferry / Gamma

«STASINISMUS»... une pancarte déposée, lors d'une manifestation, devant le Parlement est-allemand.

politisés qui défendent leurs propres intérêts, mais aussi de l'ensemble de la population.

Bien des gens sont écœurés – mais aussi résignés – de voir que la Stasi s'est en quelque sorte dissoute sans que personne ait payé la note. Evaporée ! Effacée ! Depuis le mois de mars dernier, quelque 85 500 membres de la police politique ont été licenciés. Mais où travaillent-ils maintenant pour la plupart ? Personne ne le sait, ou seulement par bribes. Certains ont été pris en douce dans les transports ou autres services publics (des chauffeurs de bus s'en plaignent). En fait, beaucoup sont restés dans la police... la nouvelle ! Bêtise ou cynisme, le ministre de l'Intérieur de RDA, Diestel (ami politique de Kohl), s'est félicité cet été, tout crûment, de vouloir engager des «fonctionnaires» de l'ex-Stasi, car ils ont été bien formés ; ils savent bien se servir des armes et, si des réactions de masse éclataient à l'automne, en particulier face au chômage grandissant, ils seraient bien utiles !

Plus généralement, bien des gens du peuple sont sensibles au fait que les hommes de l'ancien régime sont toujours en place : les directeurs d'entreprise, les chefs, les juges, les avocats... Aux toutes dernières nouvelles, quatre ministres du gouvernement de l'actuelle RDA seraient d'anciens «collaborateurs de la Stasi», dont le ministre de l'Environnement...

Mais tous ces «ex-collaborateurs» vivent tranquillement aujourd'hui, et plus grassement que d'autres. Ce sont parmi ces gens-là qu'on trouve ceux qui achètent terrains, immeubles, commerces, entreprises... et «honorabilité» bourgeoise.

L'amertume devant ces «changements», qui n'en sont pas, explique que l'occupation du siège de la Stasi à Berlin ait été populaire. Des gestes et démonstrations de soutien ont eu lieu dans diverses villes du pays. Mais elle explique aussi que les politiciens de tous bords – CDU, SPD et tutti quanti – aient, eux aussi, exprimé leur solidarité aux manifestants ! Les élections des Parlements des Lander auront lieu le 14 octobre ; celle du Bundestag le 3 décembre. La démagogie électorale tous azimuts va bon train. On assiste maintenant à un choeur quasi-unanime des hommes politiques de RDA pour réclamer que «nos» archives restent sur «nos» terres ! Pour que «notre» linge sale soit lavé dans «notre» famille !

Jusqu'à présent, avant même d'avoir été lavé, il semble déjà totalement «blanchi», et ceux qui le portaient, avec ! Aujourd'hui d'ailleurs, il est certain que les membres de l'«establishment» politique de RDA – et même leurs collègues de RFA, si l'on en croit les journalistes du *Spiegel* – craignent que les services du ministère de l'Intérieur de Bonn n'aient en main des dossiers détaillés sur leurs histoires d'amour et autres affaires tordues à tous...

Alors peut-être va-t-on classer, d'un commun accord, ces archives dans les caves des Parlements des futurs Etats de l'Est. Si quelqu'un y a accès, ce ne sera pas le commun des mortels. Les travailleurs, les «petites gens» sont bien protégés... contre l'accès à tout ce qui les concerne ! Du moins tant qu'ils laissent d'autres se charger de ce genre de tâche.

Il y a certainement des choses intéressantes dans toutes ces paperasses ! Mais on ne le saura pas tant que les masses n'iront pas y voir, en passant pardessus les barrières et les barrages qu'on leur oppose. Car il faut quand même rappeler que ce sont des militants de Nouveau Forum, qui aujourd'hui mettent l'accent sur le caractère «intouchable» de la Stasi et de ses archives, qui ont – au plus fort des manifestations de novembre 1989 – fait des cordons «policiers» pour empêcher des manifestants de prendre d'assaut certains sièges de la Stasi.

Michelle VERDIER

LES PAYSANS ET L'ETAT

L'AMOUR VACHE

(AFP)

Après les manifestations des paysans, qui depuis le début de l'été se sont succédé de manière spectaculaire, le ministre de l'Agriculture, Henri Nallet, a prévu de céder un milliard de francs, puis trois milliards, après les échauffourées de septembre. Les employés de la Sécurité sociale, eux, n'auront rien : même pas ce qui leur avait été promis par l'Union de leurs caisses. Austérité oblige, mais elle est visiblement plus rude pour les salariés que pour les paysans.

Pourquoi deux poids, deux mesures ? Parce que les agriculteurs n'hésitent pas à expédier veaux, vaches et autres bestiaux dans les préfectures et à utiliser leurs outils de travail pour se défendre face aux CRS ? Sans doute cela a-t-il joué, mais bien des manifestations ouvrières, non moins déterminées, n'ont pas entraîné un recul comparable de l'Etat.

Et ce n'est certes pas le nombre des paysans qui a pu lui en imposer. Suite à l'exode rural permanent depuis le début du siècle, accéléré depuis la dernière guerre, il reste à peine en France aujourd'hui un million d'emplois agricoles. Quatre fois moins qu'il y a 20 ans. Et 20 fois moins que le nombre de salariés.

PETITS EXPLOITANTS, ET GROS CAPITALISTES

Mais justement. Les paysans ne sont pas des salariés. La plupart, certes, sont loin d'être de véritables capitalistes. La moitié ne possède que 20 hectares de terre, 54 % d'entre eux produisent à peine 14 % de la production agricole. Ceux-là sont des petits, voire même de tout petits entrepreneurs de campagne. D'après la Confédération Paysanne, 120 000 d'entre eux seraient au bord de la faillite. On compte même 60 000 exploitants inscrits au RMI. Ils travaillent eux-mêmes, en famille (comme nombre de commerçants), employant peu de salariés, parfois uniquement par intermittence. De leur exploitation, ils n'espèrent pas tirer un profit, mais l'équivalent d'un salaire.

A l'autre bout de l'échelle sociale de la paysannerie, les capitalistes de l'agriculture – dont les céréaliers et les betteraviers du bassin parisien sont le prototype – réalisent, eux, de véritables profits, par l'exploitation non pas de la terre mais bel et bien d'ouvriers agricoles.

Bien sûr, beaucoup de choses séparent les «petits» des «gros» agriculteurs, comme il y a un monde entre le boulanger du coin et la famille Dassault. Mais ils ont au moins une chose en commun, à laquelle ils tiennent, les uns et les autres : ils sont propriétaires, ils se sentent entrepreneurs.

Une exploitation agricole représente en moyenne un million de francs, en comptant terre, bâtiments, outillage. Avec ce capital, on peut en ville monter une boutique de prêt-à-porter, un café ; et à la campagne devenir ou rester un petit patron. Avoir un statut social. Même s'il faut, pour cela, travailler 10 heures par jour, limiter ses vacances, être dans le rouge à la banque. Mais encore faut-il disposer de cet argent, ce qui est inaccessible à la grande majorité des travailleurs.

Les paysans ne sont pas une catégorie sociale à part. Ils sont l'équivalent rural des commerçants, artisans, patrons avec le même type de gamme que celle qui va du petit épicier au grand distributeur type Leclerc. Au fond, c'est le même milieu social.

ADIEU, VEAUX, VACHES, COCHONS...

Et ce milieu sait se faire entendre de l'Etat ; les paysans considèrent qu'il doit être à leur service. Ce n'est d'ailleurs pas d'aujourd'hui que les commerçants, les paysans manifestent et obtiennent des avantages.

Cette fois, c'est la baisse brutale des cours de la viande qui est à l'origine de la colère des agriculteurs. Les cours ont baissé de 10 à 20 % et la viande a flambé sur les routes.

Avec la fumée âcre des carcasses, se sont envolés sous les coups de la dictature du marché les revenus tant attendus du travail et de l'investissement des petits exploitants. Ceux-ci, qui n'ont pas les moyens économiques de résister à la concurrence, voient leur mode de vie menacé, se voient inexorablement éliminés comme d'autres l'ont été avant eux. Les risques de faillite les rendent furieux. Parallèlement la terre et les moyens de productions se concentrent entre les mains du puissant lobby des capitalistes agricoles. Ces derniers deviennent des interlocuteurs négociant de plain-pied avec les industriels de l'agro-alimentaire, quand ils ne lui sont pas liés, ou quand ils ne la contrôlent pas au moins partiellement, notamment par le biais des coopératives agricoles. Ces paysans-là vivent bien ou très bien. Grâce à leurs syndicats FNSEA et CNJA, ils arrivent à mobiliser les autres sur des problèmes réels... mais dont ils tirent, eux, les principaux bénéfices car l'Etat ne pratique pas, ici pas plus qu'ailleurs, d'augmentations uniformes : les aides sont proportionnelles : plus vous êtes riches, plus vous touchez.

L'ETAT ECRASE LES PETITS QU'IL COUVE... ET FAIT ECLORE SURTOUT LES GROS

Les aides, primes, subventions, prêts bonifiés... sont une pratique établie depuis longtemps et qui manifeste la sollicitude de l'Etat envers les paysans.

L'Etat n'est pas neutre. Il est au service de la bourgeoisie, la grande bien sûr, celle qui a le plus de moyens à la fois de se faire entendre de lui et de le contrôler. Mais il se préoccupe aussi de la petite-bourgeoisie. En particulier, lorsque celle-ci sert de masse de manœuvre aux plus gros, comme c'est le cas pour les paysans.

Ceux-ci savent d'autant plus se faire respecter qu'ils disposent d'un véritable lobby dans et autour de l'appareil d'Etat. Ils disposent de nombreux postes de maires ou conseillers généraux alors que les campagnes se sont vidées. Jusqu'aux dirigeants du syndicat paysan FNSEA qui deviennent parfois les ministres de l'Agriculture.

Et la virulence épisodique des leaders syndicaux paysans à l'égard des pouvoirs publics, lorsqu'ils mobilisent les paysans moyens ou petits, n'est paradoxale qu'en apparence. En fait, c'est l'amour vache... Car ces petits paysans comme les petits commerçants, pour attachés qu'ils se disent à la "libre entreprise", ne peuvent pas vivre hors de l'aile protectrice de leur mère poule l'Etat.

Les agriculteurs doivent à l'Etat d'avoir favorisé l'accélération de l'industrialisation de l'agriculutre, de sa mécanisation, son ouverture au marché commun. Mais ils lui doivent aussi les conséquences de cela : la rentabilisation capitaliste toujours plus poussée du secteur, c'est-à-dire l'élimination des exploitations les moins rentables au profit des plus "performantes" (en quantité de profits engrangés si ce n'est en qualité des produits...). La concurrence a dans l'agriculture les mêmes effets que, par exemple, dans le commerce, où les grandes surfaces ont éliminé bien des boutiquiers. Et les plus petits d'entre eux restent avec pour seule perspective de se trouver tout simplement mis hors course, et rejetés dans les rangs de tous les salariés, par le jeu de la concurrence capitaliste et la rapacité des banques.

Mais ce que l'on peut au moins retenir du coup de colère des paysans, c'est qu'eux au moins ne se laissent pas intimider par l'Etat, ni par ses forces de l'ordre, qu'ils ont le culot de descendre dans la rue pour se faire entendre.

Et non seulement "ça eût payé..." mais c'est toujours payant.

Annie DESCHAMPS

Agriculteurs

Pourquoi la baisse des cours de la viande bovine ?

Pour endiguer le flot de lait – déjà en surproduction – les autorités ont donné des primes à l'abattage. Un million six cent mille vaches ont été transformées en beefsteacks, alors que la consommation correspondant aux besoins solvables est plutôt à la baisse depuis plusieurs années. Du coup, le moindre grain de sable pouvait rompre l'équilibre.

Ce fut d'abord la maladie des "vaches folles" en Grande-Bretagne : une baisse brutale de la consommation outre-manche a détourné vers la France une partie de la production irlandaise. Ajoutez à cela les éleveurs est-allemands et polonais qui vendent deux fois moins cher que le cours moyen d'ici. Et eux aussi ont des difficultés : le 15 août, 50 000 à 100 000 paysans défilaient dans les rues de Berlin.

Pour clore le tout, la sécheresse a contraint à l'abattage de bêtes qu'on ne pouvait plus nourrir. Sachant que la CEE a choisi de limiter les stocks de viande (il y en a quand même 250 000 tonnes actuellement pour une capacité de un million de tonnes dans les frigos), on comprendra que les paysans ont fini par prendre le taureau par les cornes... Même si leur ennemi réel – contrairement à ce que beaucoup disent ou croient – n'est ni la prétendue surproduction, ni la concurrence de leurs semblables d'Allemagne ou de Pologne, dans ce monde où beaucoup ne mangent pas à leur faim.

(AFP)

Gamma

Dans les entreprises

Mouvements à la Caisse d'Allocations Familiales de Paris

A la CAF (Caisse d'Allocations Familiales) de Paris, tout comme à la CRAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie) de l'Essonne, les employés revendiquent le niveau 6 + 15 % pour les techniciens. Cela correspond à des augmentations différentes selon les coefficients entre 500 et 1 500 F.

Un mouvement de ralentissement du travail a eu lieu au centre d'Evry. Le même type de mouvement se poursuit à celui de Créteil.

FO et CGT ont appelé à un après-midi de grève le 13 septembre. Plus de 600 employés ont montré leur ras-le-bol en répondant à l'appel des deux syndicats. Et ce sont 300 grévistes qui se sont réunis au siège de la CAF, rue Viala à Paris. La délégation, comprenant des grévistes et des représentants syndicaux, a été reçue après pas mal de difficultés à la direction générale. Cette dernière a réaffirmé :

– qu'elle ne débloquerait pas de niveau 6 supplémentaire.

– qu'elle envisageait l'attribution de 60 à 80 % de primes de 5 % (EP 5 %).

– et que 50 à 70 personnes seraient embauchées d'ici la fin 1992.

Ces propositions n'ont évidemment satisfait personne. Chacun se souvient des 4 000 à 7 000 F d'augmentation que se sont vu attribuer les sept directeurs départementaux. Sans parler des sept nouveaux agents comptables que la direction générale s'apprête à nommer et pour qui il n'y aura pas de problème de points.

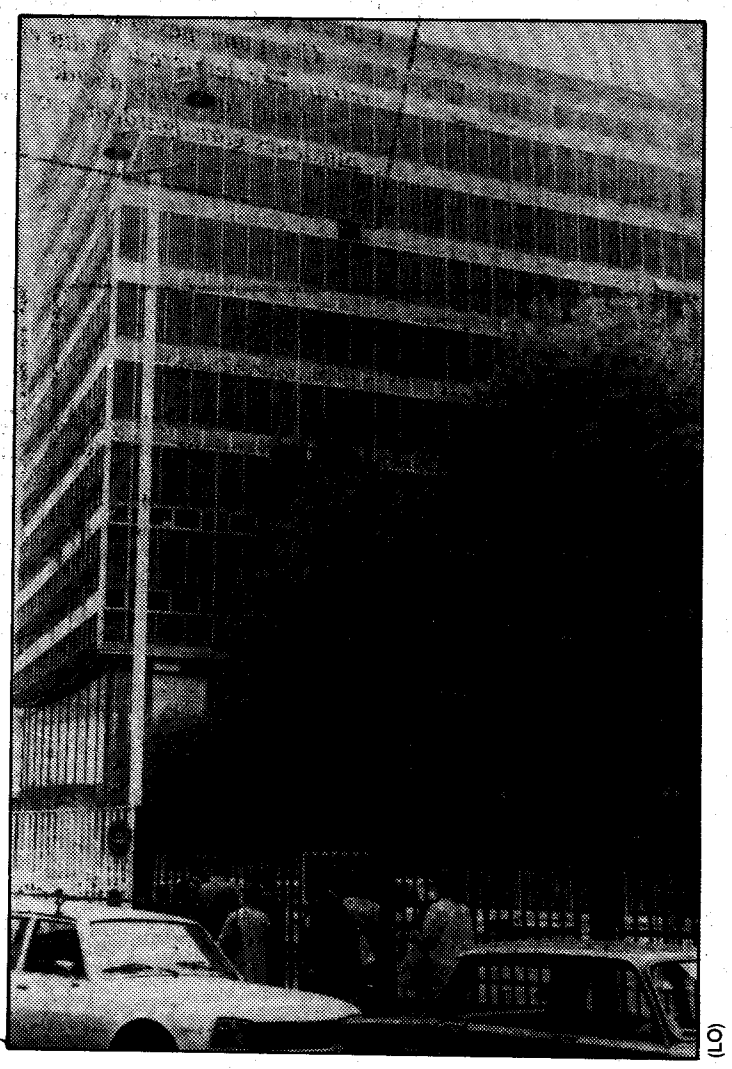
Au cours de l'AG, les employés de Créteil ont appelé les employés des autres centres à les rejoindre dans leur mouvement. Ils ont raconté les différentes brimades, sanctions que la direction leur infligeait pour les faire céder. Jusqu'à maintenant ils résistent et la direction a suspendu les sanctions.

Pour l'instant, les autres centres n'ont pas rejoint Créteil. Mais les discussions se poursuivent et chacun se tient au courant non seulement de ce qui se passe à la CAF mais également de ce qui se passe à la CPAM ou à l'URSSAF.

Une guichetière de l'Unité de gestion de Laumière disait *"on se plaint toujours, mais on ne fait rien. Il fallait marquer le coup"*. Une technicienne disait : *"Il faut montrer qu'on n'est pas content"*.

Alors, si pour l'instant à la CAF, seuls les employés de Créteil ont décidé, concrètement, de montrer leur ras-le-bol, les employés des autres centres sont attentifs. Des AG sont prévues aux centres d'Arpajon et de Saint-Quentin dans les jours qui viennent.

Ce qui est nouveau, en tout cas, c'est que cela fait plusieurs mois que nous n'avions pas vu, à la CAF, un mouvement de cette ampleur.



(LO)

LES EMPLOYÉS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE EN BUTTE À LA POLITIQUE DE RIGUEUR

Le ministère vient de casser la décision du Conseil d'administration de l'UCANSS (Union des Caisses Nationales de Sécurité Sociale) d'augmenter les salaires des 180 000 employés de Sécurité sociale de 1 % au 1er septembre et de 3 points uniformes (120 F). Au total, cela revenait, selon les salaires, à donner entre 150 et 200 F brut d'augmentation.

Mais, pour le gouvernement, il n'est pas question de dépasser les 2,50 % autorisés. Alors qu'il relance la politique de rigueur il semble vouloir donner le ton dans le conflit qui touche la Sécu et, en particulier, les employés de l'Essonne qui en sont à leur quinzième semaine de grève.

Ainsi, parallèlement au refus d'agréer les augmentations générales de salaires, la consigne a été donnée de retenir 26 trentièmes de leur salaire de septembre aux grévistes de l'Essonne.

Il y a quinze jours le ministère était également intervenu pour annuler la décision du Conseil d'administration de l'Essonne de doubler les augmentations prévues localement.

Alors, bien sûr, cette intransigeance, au moment où on nous reparle de rigueur sous prétexte du conflit du Golfe, fait hésiter bien des employés de Sécurité sociale. En effet, en juin lorsque les mouvements ont commencé dans les organismes de Sécurité sociale, les employés avaient en tête les déclarations de Mitterrand sur les bas salaires, sur l'injustice sociale... Au lendemain de la grève de la Seine-Saint-Denis qui avait été perçue comme une petite victoire, beaucoup se disaient qu'il y avait une chance en bougeant de faire changer la politique des salaires dans un secteur comme la Sécu où ils sont particulièrement bas.

Aujourd'hui, alors que l'Essonne se bat sans résultat depuis plus de trois mois, alors que l'on nous rebat les oreilles de rigueur depuis la rentrée, chacun a conscience que *«cela va être dur»*.

Mais les employés n'en sont pas pour autant à baisser les bras. Dans la plupart des caisses, des débrayages ont lieu.

Ainsi, à la CRAMIF, près de 300 employés ont répondu, du jour au lendemain, à l'appel des syndicats à faire une heure de grève suite au matraquage des grévistes de l'Essonne par la police.

Mais, face au durcissement de ton du gouvernement, les employés de Sécurité sociale souhaiteraient entendre un durcissement de ton de la part des syndicats de la région parisienne et des fédérations.

En guise de réaction, les employés attendent autre chose que les démissions en chaîne des Conseils d'administration. Pour le moins on s'attendait à un appel intersyndical à manifester tous ensemble contre la politique salariale du gouvernement à la Sécu. 40 000 employés en région parisienne, 180 000 à l'échelle nationale..., ce n'est pas rien. Même si ce n'était que pour une journée ou une demi-journée, ça pourrait faire autant de bruit que les agriculteurs ! Les employés de Sécu n'ont pas encore dit leur dernier mot.

Correspondant LO

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière SNCF-Rennes

Deux poids, deux mesures

La SNCF a décidé de retirer à des cheminots retraités leur titre de transport. Leur tort est d'avoir participé avec le Comité de défense de Messac au blocage des trains.

C'est une mesquinerie de plus de la direction qui ose se retrancher derrière le statut et la caisse de retraite.

Ceux qui ont décidé de supprimer les arrêts dans plusieurs gares gardent, eux, leurs facilités de transport.

Nous n'avons pas les mêmes valeurs !

La direction a sorti une note, par ailleurs difficilement compréhensible, sur la gestion prévisionnelle des emplois et ressources humaines (sic !).

A la lire, il n'y aura plus de tâches dévalorisantes à la SNCF.

On n'en a jamais douté, sauf à regarder notre fiche de paye.

Ceux qui pondent de telles notes trouvent sans doute leur tâche valorisante. Ce qui est certain c'est qu'ils sont, eux, mieux payés !

Extraits du bulletin *Lutte Ouvrière* SNCF-Rennes.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

La société d'Editions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

SOLLAC
Montataire (Oise)

ÉCHEC AUX MAGOUILLES

Il a fallu que, du mardi 4 septembre au soir au jeudi 16 heures, les 40 ouvriers du service transport-manutention bloquent l'usine avec les locos et les wagons, pour faire entendre raison à la direction sur le travail précaire.

Dans ce service, depuis des années, il était courant d'avoir recours au travail d'intérimaires - comme d'ailleurs dans tout le reste de l'usine - pour pallier le manque d'effectifs.

Fin août, les 7 intérimaires du service arrivaient à la fin de leurs 24 mois de mission. La direction voulait bien les garder, mais refusait de les embaucher en fixe, ou alors... après mars 1991. Elle pensait alors les passer en contrat à durée déterminée (CDD). Mais, vu l'abus qui en avait été fait sur les ateliers de Montataire durant l'année, l'inspecteur départemental avait mis le holà en juin et refusait donc cet «arrangement»-maison.

Ce n'était pas cela qui allait gêner la direction. Profitant des congés d'été, elle mettait une partie du service en sous-traitance avec 4 des intérimaires concernés (les autres ayant préféré aller se faire embaucher ailleurs).

Mais ce tour de passe-passe n'a pas plu aux ouvriers. A la rentrée tout le service exigeait la suppression de la sous-traitance et la reprise des 4 camarades, en personnel à part entière de Sollac. Trois jours de discussions s'engageaient. Sans résultat.

Les 40 ouvriers décidaient alors de vraiment mettre un coup d'arrêt à ces magouilles. En 30 minutes, les entrées de l'usine étaient bloquées par les locos et les wagons. Plus aucun camion ne rentrait, plus aucun train ne circulait.

Côté direction ce fut la surprise. Mais puisqu'elle n'entendait pas débloquer la situation comme les ouvriers le demandaient, leur détermination restait aussi inébranlable que les locomotives.

C'était en tout cas la bonne voie à emprunter car, au bout de 16 heures d'immobilisme total, hormis les traditionnelles mesures d'intimidation comme l'envoi d'huissier, la direction acceptait la suppression de la sous-traitance. Mais elle refusait l'embauche des intérimaires et promettait de parer au manque d'effectifs par des mutations internes.

Ce n'est qu'au bout de 8 heures supplémentaires de grève qu'enfin la direction recevait l'accord de l'inspecteur départemental du Travail de réaliser 7 CDD, à la condition que Sollac s'engage à les embaucher en contrat à durée indéterminée en mars 1991 - *«si faire se peut»,* ajoutait-il toutefois.

C'était néanmoins un recul.

Le lendemain, cela a eu des répercussions à l'atelier profilage où 3 intérimaires, arrivant au bout des fatidiques 24 mois, étaient avertis de leur fin de mission pour le 28 septembre. En quelques minutes, tous les ouvriers cessaient le travail (intérimaires, CDD, sous-traitance et embauchés). A peine une heure après, la direction acceptait de prendre les intérimaires en CDD pour le service manutention, avec promesse d'embauche en 1991.

Dans la foulée, on apprenait que 25 camarades ayant de 3 à 5 années d'ancienneté comme intérimaires et un an en CDD, qui venaient d'être remis en intérim, s'étaient vu proposer un CDD avec la mention «d'embauche-si-faire-se-peut» en mars 1991.

Correspondant LO

RENAULT
Flins (Yvelines)

La Flins ... mais pas les moyens !

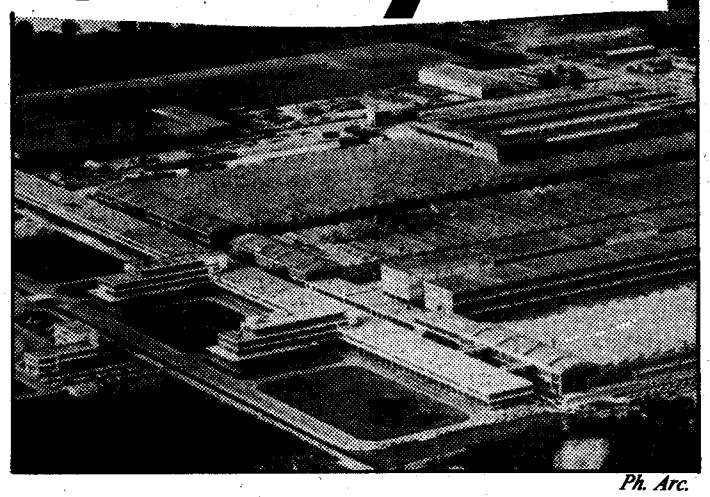
Fin août, l'usine a été réouverte en production après un mois de fermeture correspondant aux congés payés - mois pendant lequel, traditionnellement, 2 000 travailleurs des secteurs entretien outillage, des intérimaires, boîtes de sous-traitance, etc., remettent l'usine, qui doit être fin prête le jour de la reprise, en état.

Cette année, c'est pendant la fermeture qu'ont été démontées toutes les installations de la Supercinq. En juillet, Flins montait encore des Clio et des Supercinq ; à la rentrée, des Clio uniquement, et à pleine cadence. C'est là le problème...

Dès le premier jour, il est bien vite apparu que les installations n'étaient pas prêtes. La technique du "flux tendu" qui consiste à n'avoir quasiment nulle part aucun stock intermédiaire est parfaite sur le papier, mais elle nécessite, entre autres, qu'aucune machine ne tombe en panne, qu'aucun fournisseur n'ait de retard, etc. Et là, il ne suffit pas de décider...

En Tôlerie, là où la voiture commence à prendre forme par l'assemblage des éléments de carrosserie, c'est une succession de machines automatiques et de robots. Et, de poste en poste, les tôles venant des Presses deviennent une caisse de voiture au bout de l'atelier. Du moins, ça devrait.

Parce que, de panne en arrêt-machine, ça a vite fait de tomber de moitié en cadence ; et, bien sûr, si la Tôlerie



Ph. Arc.

n'envoie pas de caisses sur la chaîne, pas de voitures à la sortie.

On a déjà, dans le passé, sorti des chaînes des voitures sans sièges, ou sans freins, etc. ; mais sans carrosserie, ça paraît difficile, à moins de les vendre en kit avec la carrosserie en option !

Donc, le lendemain de la reprise, il n'y avait quasiment plus de voitures sur les chaînes de montage ; et en arrivant à l'équipe d'après-midi, les chefs annonçaient qu'on pouvait repartir chez nous : on serait payés et *"on verrait demain si ça va mieux"*.

C'est la première fois, de mémoire d'ouvrier de l'usine, que ce genre d'opération se produit - en dehors des périodes de grève.

Et depuis maintenant deux semaines, selon les jours et les moments de la journée... ça tourne ou ça s'arrête.

En fin de semaine dernière, les 1 000 voitures par jour sortaient des chaînes ; avec beaucoup de retouches, mais les programmes prévoyaient 1 200 à 1 300, voire 1 400.

Quant à la troisième équipe - dont on a beaucoup parlé ces derniers mois et devait se mettre en place - apparemment, si ça se fait, ça ne sera pas avant fin 1991... si tout va bien.

C'est vrai que l'objectif de l'opération serait de faire 2 000 voitures par jour, et ça... ce n'est pas gagné.

Correspondant LO

Extraits du bulletin
Lutte Ouvrière
General Motors Strasbourg

Une erreur reste à corriger !

Sur leur dernière fiche de paie, bon nombre de travailleurs ont pu constater qu'il leur manquait de l'argent. Soit une semaine de travail pour certains, soit des jours et des heures supplémentaires pour d'autres.

Les raisons invoquées seraient que l'ordinateur aurait été défaillant et qu'il y aurait eu des erreurs de transmission sur les fiches de présence dans les ateliers.

Mais, comme par hasard, les erreurs se font toujours en notre défaveur. Et tout le monde a remarqué que l'ordinateur n'a toujours pas corrigé l'erreur qui se glisse depuis des années dans notre feuille de paie, à savoir les 1 500 F minimum qui manquent pour faire un salaire à peu près acceptable !

Publicité mensongère

Suite à l'augmentation des effectifs dans l'usine, bon nombre de bus sont surchargés, ou sont inexistants, en équipe d'après-midi, ce qui oblige certains d'entre nous à prendre la voiture personnelle pour venir travailler.

Sur les offres d'emplois que GM fait passer, il est spécifié que le transport est assuré. Mais c'est comme pour le «salaire attrayant», *cela doit être juste pour enjoliver les annonces.*

Extraits du bulletin General Motors, Strasbourg.

ROUSSEL UCLAF SE FAIT DE LA PUB SUR LE DOS DE SON PERSONNEL

Actuellement la direction du groupe Roussel-Uclaf (8 600 salariés en France) organise une campagne de publicité sur sa politique sociale.

Elle vante dans les médias un accord qu'elle a signé avec tous les syndicats (sauf FO), pour des départs anticipés en fin de carrière. Les salariés de RU, ayant 20 à 40 ans de maison, ont la possibilité de partir 12 à 24 mois avant leur retraite sans perte de salaire.

Dans le contexte national où le patronat milite pour modifier, en plus mal, les conditions de départ à la retraite, cette mesure de la direction Roussel paraît positive vue de l'extérieur. Mais à l'intérieur, pour le personnel de RU, il s'agit d'un recul. En effet, depuis des années à RU, les salariés volontaires partaient licenciés à 57 ans environ, sans condition d'ancienneté et sans perdre un sou. Roussel-Uclaf utilisait une combine. Elle licenciait ces salariés qui allaient aux ASSEDIC, comme chômeurs, et RU leur versait, sous forme capitalisée, leurs pertes de revenus calculées jusqu'à 60 ans. Des centaines de salariés, depuis des années, sont partis ainsi aux ASSEDIC avec, en prime, 30, 40,... 70 millions de centimes.

Aujourd'hui, Roussel revient sur cet «arrangement» qui utilisait les fonds publics et les cotisations des salariés pour financer ses baisses d'effectifs. Car, devant les abus de ce genre faits par les patrons, le ministère du Travail serait intervenu. D'où l'accord, pour trois ans, qui vient d'être conclu. Roussel ne rétablit pas les départs à 60 ans pour tous, elle laisse la possibilité à ceux qui ont beaucoup d'ancienneté à RU de partir encore avant 60 ans, mais à un âge plus tardif qu'avant.

C'est pourquoi ces nouvelles mesures ont été accueillies fraîchement par le personnel RU concerné. Certains voyant leur départ reculé de deux voire trois ans !

Il n'y a pas à dire, même dans les entreprises les moins défavorisées, le patronat gratte sur tous les avantages et arrangements.

En matière de retraite, la meilleure des revendications : c'est de travailler le moins dur possible, avec des semaines les plus courtes possibles au cours de toute sa vie, pour vraiment avoir la possibilité de profiter de l'existence, et non attendre d'être complètement usé pour être rendu à l'inactivité.

Correspondant LO

Chez Peugeot Sochaux (extraits du bulletin Lutte Ouvrière)

un bon repère

O surprise ! A la rentrée, on a pensé un moment que la direction nous avait déroulé un tapis vert pour ne pas nous dépayser des vacances.

Mais les nouvelles portes montées pendant les congés nous ont vite ramenés à la réalité.

Les allées, OK, il y en avait vraiment besoin. Quant aux portes, mystère ! Elles ne sont pas là pour arrêter les courants d'air ou parer aux vols, puisqu'elles sont toujours ouvertes.

Tout le monde sait bien qu'elles serviront en cas de conflit pour isoler l'atelier...

Ce sera peut-être un bon thermomètre pour connaître l'ambiance de l'usine.

Bulletin secteur OCS Sud.

Ph. Arc.

Le talent fou avait donc un vice caché

Nouvelles charnières pour les portes 405. Il paraît que les anciennes nous couinaient dans les oreilles.

En ce qui concerne les propriétaires de 405 à anciennes charnières, la direction les prendrait-elle pour des petits gonds ?

Bulletin secteur Emboutissage Sud.

Traquer les accidentés : ils savent faire

En Tôlerie nord, une campagne d'hygiène et sécurité est mise en place. C'est sans doute pour cela que la maîtrise, à pied, en vélo et en auto, va convaincre les accidentés du travail de ne pas envoyer leur «feuille».

Enfin, un accidenté du travail est resté assis toute la matinée sur un banc le mardi de la reprise, car, d'après son chef, cela aurait coûté trop cher de le ramener à son domicile.

Pour traquer les accidentés, nous avons une hiérarchie de choc ; pour traquer les postes à risques d'accident, c'est autre chose...

Même là où il n'y en avait pas, ils réussissent à nous en mettre

La semaine dernière, les ouvriers des presses ont été réunis par petits groupes dans une salle du hall P.

Surprise ! La direction nous a envoyé dans les oreilles 93 décibels en reproduction sonore du bruit des presses, puis 90 décibels pour nous faire apprécier la différence. Pas reposante comme réunion !

Passer de 93 à 90 serait un résultat considérable, paraît-il. On ne demande pas mieux, mais depuis des années que l'on nous parle de la lutte contre le bruit, c'est comme les décibels, ça rentre par une oreille, ça sort par l'autre, et ça rend sourd.

Kes quidi ?

Aux petites Presses, pour faciliter sans doute la communication, le chef TB fait ses réunions au beau milieu des machines. Comme, en temps normal, il faut se parler fort aux oreilles pour entendre, imaginez la scène : un dialogue de sourds avec les signes en moins !

Bulletin secteur Emboutissage Nord.

Hors-la-loi et fier de l'être

De 5 heures à 20 heures à l'usine, 15 heures de présence, 14 heures de travail effectif par jour, alors que le maximum légal est de 10 heures par jour, voilà ce qu'a organisé la direction à l'atelier Finition avec le personnel venu de Douai.

Des dizaines de personnes jetées à la rue en juillet, parce qu'il n'y avait pas de travail – soi-disant – en septembre, et des renforts à 78 heures la semaine ensuite.

Il aura fallu que l'Inspection du travail se déplace pour que la direction arrête les frais. Et ce sont ces mêmes hors-la-loi qui oseraient sans rire nous parler du respect des règles.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière, Chausson Creil.

Mieux qu'au Crazy Horse

C'est la course pour avoir des tuniques et pantalons de bloc. Chacun peut aller à sa fantaisie, il y en a pour tous les goûts... mais pas pour toutes les tailles !

Peut-être que les responsables de la blanchisserie pensent que nous vivons en vase clos et qu'on peut très bien s'en passer...

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière, CHR Besançon.

Mais où est passée l'ambulance ?

A la Compagnie on est spécialisé dans le transport maritime, et uniquement dans ce domaine.

Seulement voilà, il y à toujours un petit malin qui veut en faire plus. Lundi après-midi le grand surveillant a voulu organiser le transport de blessé, se croyant sans doute et plus compétent, et plus équipé que les pompiers et les ambulanciers. Et le voilà expédiant l'accidenté dans une 4L fourgonnette bringuebalante avec pour tout brancard la tôle ondulée.

Il ne faudrait pas qu'il confonde : nous ne sommes ni des pièces ni des caisses à outils ! Et lui n'est ni médecin, ni pompier !

Extrait du bulletin «Larguez les amarres» SNCM, Marseille.

Faites la grève, pas la guerre !

Dans un tract la CFDT estime que *«la crise du Golfe nous oblige à relativiser un certain nombre d'urgences par ailleurs tout à fait légitimes»*. Mais pour qui faudrait-il que l'on passe sous la table nos revendications ? Pour Bérégovoy ? Pour Bush ? Pour Périgot ?

Les patrons ont compris tout de suite l'avantage qu'ils pouvaient tirer de la crise du Golfe. La CFDT aussi.

Extrait du bulletin «L'étincelle», Thomson, Cholet.

Faux jetons

De nombreux camarades sous contrat n'ont pas repris le boulot début septembre, la direction s'en étant débarrassée en juillet.

Du coup certains chefs se sont empressés d'expliquer que c'était à cause des lois et des syndicats et que l'on ne pouvait pas faire autrement.

Pourtant on aurait pu aussi bien les embaucher surtout que de nouveaux contrats sont arrivés sur les chaînes.

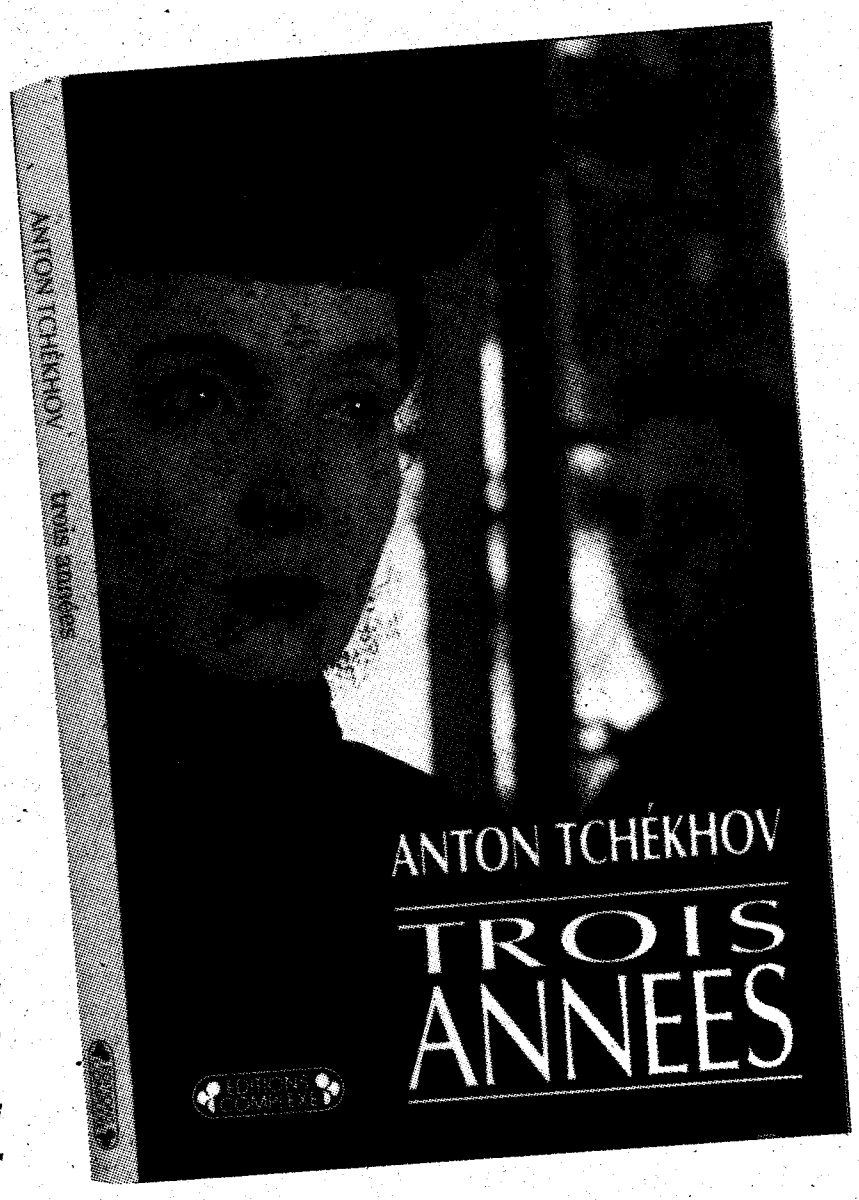
Evidemment ces mêmes chefs qui passent leur temps à expliquer de telles balivernes trouvent normal, eux, d'avoir été embauchés !

Extrait du bulletin «Le Klaxon», Française de Mécanique, Douvrin.

"TROIS ANNÉES"

Le livre d'Anton Tchékov

La nouvelle de Tchékov qui servit d'inspiration au film de Cazeneuve est différente du film. Les personnages principaux, Julia et Alexandre, sont bien les mêmes avec leurs sentiments contradictoires. Comme dans le film, pour Alexandre Laptev, l'amour n'est que* «psychose», «cela n'existe pas» *jusqu'au moment où il perd la tête pour Julia. Quant à Julia, jeune provinciale, elle accepte de l'épouser parce que c'est pour elle l'occasion de* «changer sa vie, triste, monotone, oisive» *et confite en bondieuseries et surtout parce qu'elle a peur de finir comme* «certaines vieilles filles», «pauvres et effacées», *qui regrettent toute leur vie d'avoir refusé un prétendant.



Le film de Fabrice Cazeneuve avec Sabine Azéma et Jacques Villeret

Ce film est inspiré assez librement d'une nouvelle de Tchékov. En effet Fabrice Cazeneuve transpose dans la France du Second Empire, à Aix-les-Bains, cette nouvelle qui se situe, chez Tchékov, à Moscou et dans la province russe.* Trois années *retrace par petites touches, les trois premières années de la vie d'une jeune femme, Julia. Julia, jolie, jeune et très «province», finit par accepter un prétendant, Alexandre, après un premier refus et une nuit d'hésitations assez tourmentée. Car Alexandre, s'il est riche, n'est plus tout jeune (34 ans) ; il n'est guère séduisant, rondouillard et un peu rustaud. Et la passion qu'elle a déclenchée involontairement chez ce notable sérieux lui donne un visage à la fois effrayant et ridicule.

Mais la nouvelle de Tchékov est riche aussi d'un arrière-fond social. Nous sommes dans la Russie tsariste de la fin du 19e siècle. Car la famille Laptev c'est un système, bien représentatif, de cette société tsariste. Il y a le père Laptev, le fondateur de la *«célèbre firme moscovite»* de mercerie en gros «Laptev et fils». C'est un bourgeois égoïste et tyrannique qui battait ses gosses et inspirait une telle terreur à sa femme qu'elle en est tombée malade et est morte jeune.

Le magasin Laptev, avec ses 50 employés qui s'affairent, est tout un microcosme. Le patron les tyrannise, et leur mène *«une vie très dure»* de l'avis d'Alexandre. Il pratique ce que Tchékov appelle *«une politique asiatique»* toute de secret pour diviser ses employés : *«Nul ne connaissait le salaire de ses favoris»* car les *«gratifications»* restaient secrètes. Il recrute volontairement des employés jeunes et incultes, car il veut les avoir à sa botte. Confinés dans son magasin où ils vivent et où il les surveille même le dimanche, respirant leur haleine pour voir s'ils n'ont pas bu, il les oblige à se montrer en sa compagnie à la messe du dimanche, ils doivent lui offrir un gâteau à chaque anniversaire de la famille Laptev. Ce qui n'empêche pas le vieux tyran qui *«s'adore»* d'être convaincu jusqu'à sa mort qu'il *«a fait le bonheur de ses enfants, de sa famille... qu'il a comblé de bienfaits ses employés et ses serviteurs»*.

Le ton est âpre, violent. On sent toute la colère de Tchékov contre cette bourgeoisie russe qu'il trouve minable, grossière, brutale et si satisfaite d'elle. Une bourgeoisie toute asiatique, elle aussi. Alexandre Laptev, qui a bien des traits de l'auteur, se moque des prétentions familiales à être des «notables». *«Notables ! Une famille de notables ! Les propriétaires fonciers faisaient donner les verges à notre grand-père et le dernier petit-fonctionnaire venu lui tapait sur la figure. Notre grand-père battait notre père et notre père nous battait»*. D'ailleurs Alexandre, tout intelligent, éclairé, et homme de progrès qu'il soit, ne peut se défendre d'une secrète angoisse à la vue de son père qui, par sa dureté, ses mauvais traitements, lui a brisé le caractère tout jeune. *«Aucune souplesse, aucune hardiesse, aucune force de volonté... j'ai peur à chaque pas comme si on allait me battre, je suis timide devant des nullités, des idiots, des abrutis... J'ai peur des concierges, des suisses, des agents de police, des gendarmes...»*

Tout un symbole de cette société bourgeoise qui vit dans la peur du tsar et courbe l'échine devant ses fonctionnaires.

Les employés vivent aussi dans la peur, même s'ils chantent hypocritement les louanges du maître et prônent la résignation : *«Nous sommes des petites gens et devons vivre en conformité avec notre état»*.

Mais il y a aussi le Tchékov philanthrope, progressiste, qui aspire à connaître un monde meilleur et qui s'exprime dans le personnage du professeur, le meilleur ami, le demi-frère d'Alexandre (en fait un orphelin adopté par charité par les Laptev). Pour lui, *«il est évident qu'un temps viendra où la condition actuelle des travailleurs d'usine paraîtra aussi absurde que nous semble aujourd'hui le temps du servage où l'on échangeait des filles contre des chiens»*. Il aspire au changement qu'il sent se préparer, pour lequel il prône la lutte et s'enthousiasme pour ses élèves, *«une génération remarquable», «en particulier les filles»* qui participeront à ces changements.

En effet, 20 ans après la rédaction de cette nouvelle, (6 mois après la mort de Tchékov) éclatait la révolution de 1905 qui marqua le réveil des opprimés, des travailleurs d'usine qui, eux non plus, n'acceptaient plus l'exploitation... et que cette nouvelle annonce.

Ç.B.

Trois années *d'Anton Tchékov. Editions Complexe. 59 F.*

Alexandre, lui-même, joyeux célibataire jusque-là, qui faisait profession avec ses amis d'un certain détachement pour les choses de l'amour, est mal à l'aise dans son nouveau personnage. Intelligent, sensible même, il devient brutal et ne peut se retenir de vouloir forcer sa jeune femme à l'aimer, il la poursuit, voudrait l'obliger à se soumettre pour en avoir honte aussitôt après... jusqu'à ce qu'il découvre la haine dans les yeux de sa femme dès lors il fuit...

Julia, elle, rêvait d'amour, et soupirait pour un jeune homme mort à la guerre, jusqu'au moment où elle découvre qu'il ne s'agissait que d'un sentiment de carton-pâte, d'un amour pour une photo, cela lorsqu'elle devient mère d'une petite fille *«le premier et unique amour de sa vie»*. Elle découvre alors un bonheur paisible aux côtés de son balourd d'époux et de son enfant. Le drame éclate avec la mort de l'enfant. Julia se raccroche à son mari, qui n'éprouve plus pour elle qu'indifférence, tout occupé qu'il est alors à reprendre en main l'affaire familiale qu'un père mourant et un frère malade sont en train de couler. Trois années ont passé.

Alexandre qui redoutait son père, un artisan devenu bourgeois, dur, autoritaire, égoïste, et qui méprisait les affaires et la fortune familiale, va y consacrer le plus clair de son temps. Julia, désormais, s'ennuie loin de lui, au point de finir par lui avouer qu'elle l'aime. Mais Alexandre *«éprouve alors le même sentiment que s'il était marié depuis dix ans et a envie de déjeuner»*.

Et même l'un des amis d'Alexandre, un étudiant «éternel», contestataire et quelque peu socialiste, abandonne en partie ses idéaux de jeunesse pour réaliser son rêve d'aventures en s'engageant dans l'armée pour faire la guerre au Tonkin...

Un film désenchanté mais qui sonne juste, subtil, en demi-teintes et, ce qui ne gâte rien, beau à voir et excellement interprété par (entre autres) Jacques Villeret et Sabine Azéma.

Cécile BERNIER

De Nice à l'Argentine

LE MÉDECIN VOLANT

Nouvel épisode – et sans doute pas le dernier – du feuilleton qui se déroule au bord de la Riviera, dans la bonne ville de Nice : l'affreux JM – alias Jacques Médecin – a démissionné de son mandat de maire et s'est envolé vers d'autres cieux. L'Argentine, dit-on. A moins qu'il ne revienne à Madrid...

L'épouse de Jacques Médecin entrant dans son domicile en cours de déménagement... (AFP)

Inculpé d'ingérence, poursuivi par le fisc, JM a donc fait ses valises. Pas des vulgaires valises en carton, mais de bonnes et solides malles copieusement garnies.

Le voilà dans la situation d'émigré. De ces émigrés qu'il dénonçait avec tant de hargne et de morgue. Le «pôvre», comme on dit dans le Midi. Mais rassurez-vous, ça n'est là qu'une façon de parler. Car JM n'est pas sur la paille.

En effet, bien avant que ses biens personnels aient pris place dans les fourgons des déménageurs, il avait pris soin de se faire ouvrir un certain nombre de comptes en banque dans divers pays outre-Atlantique et, nous dit-on, dans un certain nombre de pays des Caraïbes qui accueillent l'argent douteux. De la Baie des Anges aux paradis fiscaux, n'y a-t-il pas une voie toute tracée ?

JM avait donc pris l'habitude de ne pas voir où passe la limite entre l'argent des contribuables et le sien, mais l'inverse n'est pas vrai. Il a pris grand soin de mettre loin des regards les picaillons qu'il avait récupérés sur le dos de ses très chers administrés. Et pour détourner les soupçons, il avait même prétendu que sa fortune provenait des biens de sa seconde femme, une Américaine qu'il présentait comme l'héritière de Max Factor's, le roi des produits de maquillage aux Etats-Unis. Ce qui s'est révélé faux. Par contre, JM s'est révélé, lui, comme un authentique champion du maquillage. Beau masque !

Tout cet argent secret ne restera cependant pas enfoui, ni stérile. Il va permettre à JM de continuer à jouer les bienfaiteurs, selon le précepte bien connu que charité bien ordonnée commence par soi-même. Il envisage, paraît-il, de faire construire un centre commercial en Argentine d'un coût estimé de 27 millions de dollars. Voilà qui donne une idée de l'ampleur de ses économies.

L'envol vers d'autres horizons de l'affreux JM a donc copieusement alimenté les gazettes. On nous y présente les faits et les méfaits de l'individu comme des révélations. Mais toute cette affaire – disons ces affaires – était connue, sinon du public, du moins de certains. Et ce n'est pas le simple hasard qui les a fait apparaître au grand jour.

Ce n'est pas sans raison que JM se plaint d'être victime d'un règlement de compte. Mais il feint de s'en étonner, comme s'il ne connaissait pas les lois et les méthodes du milieu. Encore qu'en l'occurrence, la méthode des «justiciers» se soit révélée bien douce. Car c'est bien tranquillement, sous le regard des caméras de télévision, que JM a pu faire ses bagages, et prendre ses cliques et ses claques. Rien à voir avec la rudesse d'une expulsion de locataire, ou de l'interpellation d'un petit délinquant.

Oui, des comptes se règlent. Pas au nom de la justice, ni pour rétablir la salubrité publique. On ne nettoie pas, on ne désinfecte pas. On veut simplement faire le vide pour faire de la place. Un vide qui s'est vite rempli, jusqu'à en déborder, de candidats successeurs.

Faut dire que la place est prometteuse.

Jean-Pierre VIAL

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

à LYON :

Samedi 22 septembre à partir de 18 h,

Dimanche 23 septembre à partir de 12 h,

HALL DES FÊTES
SAINT-FONS

à BORDEAUX :

Samedi 22 septembre de 19 h à 2 h du matin,

Dimanche 23 septembre de 12 h à 19 h,

PLAINE DE LA BLANCHERIE
CENON

à TOULOUSE :

Du samedi 29 septembre à 18 h,

au Dimanche 30 septembre à 20 h,

PARC DE LA MOUNÈDE
(ROUTE DE SAINT-SIMON)

à ROUEN :

Samedi 20 octobre à partir de 20 h,

Dimanche 21 octobre à partir de 12 h,

SALLE DES FÊTES
PETIT-COURONNE

La Côte-d'Ivoire, colonie de Bouygues ?

Financièrement étranglée, sous la coupe des institutions qui sont les gendarmes économiques des intérêts impérialistes, la Côte-d'Ivoire (comme le Cameroun, le Togo ou le Gabon) a dû se mettre à l'heure des privatisations. C'est ainsi que la production, le transport et la distribution de l'électricité (pas la propriété formelle des installations tout de même) viennent de passer entre les mains d'une prétendue «Compagnie ivoirienne d'électricité», société nouvelle dans laquelle, en réalité, c'est la SAUR qui est en position dominante.

La SAUR ? Il s'agit d'une société de services qui fait partie du groupe Bouygues. Ainsi, Bouygues est présent en Côte-d'Ivoire à tous les tournants, et pas seulement dans le bâtiment-travaux publics. La SAUR gère déjà la société «ivoirienne» de distribution de l'eau...

Martin Bouygues, fils de son père, pouvait bien faire le geste d'honorer Houphouët-Boigny de sa présence à la cérémonie d'inauguration de sa basilique de Yamoussoukro. Ce nouveau contrat, pour lequel il a dû, si on en croit *Le Monde,* se rendre huit fois à Abidjan, représente un chiffre d'affaires annuel de quelque deux milliards de francs, et il devrait accroître de 12,5 % le chiffre d'affaires du groupe Bouygues hors de France... Quelques milliards qui valent bien une messe !

C.L.G.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995